

LE PACTE DES DIABLES

DU MÊME AUTEUR, EN FRANÇAIS

Roger Moorhouse avec Norman Davies, *Microcosme : portrait d'une ville d'Europe centrale*, trad. X. Chantry, La Contre Allée, 2013.

ROGER MOORHOUSE

LE PACTE DES DIABLES

Une histoire de l'alliance Hitler-Staline,
1939-1941

Traduit de l'anglais (Royaume-Uni)
par Aude de Saint-Loup et Pierre-Emmanuel Dauzat

BUCHET • CHASTEL

Copyright © Roger Moorhouse 2014.
Pour la traduction française :
© Buchet-Chastel/Libella, Paris, 2020.

ISBN : 978-2-283-03307-4

À ma mère et à la tendre mémoire de mon père

NOTE DE L'AUTEUR

C'est toujours un défi d'essayer de se retrouver dans les sables mouvants des toponymes d'Europe orientale. Pour ce livre, dans lequel les frontières bougent et où s'immiscent des langues rivales, j'ai choisi d'utiliser les noms appropriés à la période examinée.

Prenons l'exemple de l'actuelle ville de L'viv, en Ukraine : en septembre 1939, c'était la ville polonaise de Lwów, mais quand elle passa sous la coupe des Soviétiques, le nom fut russifié en ЛЬВОВ (L'vov, en translittération). Soit dit au passage, la version ukrainienne moderne, L'viv, n'est devenue l'usage officiel qu'avec la dissolution de l'URSS en 1991.

Par ailleurs, en cas de forme française acceptée – Varsovie, Brest ou Moscou –, c'est naturellement celle-ci qui est utilisée tout au long de ces pages.

CHRONOLOGIE

1939

Mars

10 Discours de Staline au XVIII^e Congrès du Parti communiste

15 Les forces allemandes occupent la Bohême et la Moravie

31 La Grande-Bretagne étend sa garantie à la Pologne et à la Roumanie

Mai

3 Staline remplace le ministre des Affaires étrangères Maxime Litvinov par Viatcheslav Molotov

Août

12 Début à Moscou des discussions anglo-franco-soviétiques

19 Signature à Berlin d'un accord de crédit germano-soviétique

21 Suspension des discussions soviétiques avec les Britanniques et les Français

23 Signature à Moscou du traité de non-agression ou « pacte germano-soviétique »

25 Signature à Londres de l'Alliance militaire anglo-polonaise

31 Défaite des Japonais par les forces soviétiques
à Khalkhin Gol

Septembre

1^{er} Invasion de la Pologne par les forces allemandes
3 La Grande-Bretagne et la France déclarent la
guerre à l'Allemagne
15 Les forces soviétiques acceptent un cessez-le-
feu avec les Japonais en Mandchourie
17 Invasion de la Pologne par les forces soviétiques
22 Défilé conjoint des forces allemandes et sovié-
tiques à Brest-Litovsk
28 Signature à Moscou du traité germano-
soviétique de délimitation et d'amitié
28 Signature à Moscou du traité soviéto-estonien
d'assistance mutuelle

Octobre

5 Signature du traité soviéto-letton d'assistance
mutuelle
6 Destruction des dernières poches de résistance
polonaise
10 Signature du traité soviéto-lituanien d'assis-
tance mutuelle

Novembre

26 L'incident de Mainila offre à Moscou un *casus
belli* contre la Finlande
30 Les forces soviétiques envahissent la Finlande

1940

Février

10 Début de la première déportation soviétique
de masse depuis la Pologne
11 Signature d'un accord commercial germano-
soviétique

LE PACTE DES DIABLES

Mars

12 Signature du traité de Moscou entre la Finlande et l'Union soviétique mettant fin à la guerre d'Hiver.

Avril

3 Début des massacres de Katyn
9 Les forces allemandes envahissent la Norvège et le Danemark
13 Début de la deuxième déportation soviétique de masse depuis la Pologne

Mai

10 Invasion par les Allemands de la France et des Pays-Bas
31 Arrivée à Leningrad du croiseur lourd, le *Lützow*

Juin

15 Invasion soviétique de la Lituanie
17 Invasion soviétique de l'Estonie et de la Lettonie
22 Signature de l'armistice entre l'Allemagne et la France
28 La Roumanie cède à l'ultimatum soviétique et se retire des provinces de Bessarabie et de Bucovine du Nord
30 Début de la troisième déportation soviétique de masse depuis la Pologne
30 Occupation soviétique complète de la Bessarabie et de la Bucovine du Nord

Juillet

14/15 Élections truquées en Lettonie, en Lituanie et en Estonie

Août

2 La Moldavie (Bessarabie) devient une république de l'Union soviétique

LE PACTE DES DIABLES

3 La Lituanie devient une république de l'Union soviétique

5 La Lettonie devient une république de l'Union soviétique

6 L'Estonie devient une république de l'Union soviétique

Septembre

27 Signature du pacte tripartite entre l'Allemagne, l'Italie et le Japon, établissant les puissances de l'Axe

Novembre

12 Molotov arrive à Berlin pour s'entretenir avec Hitler

20 La Hongrie rejoint l'Axe

23 La Roumanie rejoint l'Axe

Décembre

1^{er} Signature d'un traité douanier germano-soviétique

17 Échec de la conférence danubienne

18 Hitler donne l'ordre de préparer l'opération Barbarossa, l'attaque contre l'Union soviétique

23 Ouverture à Moscou de la Conférence du haut commandement de l'Armée rouge

1941

Janvier

10 Signature à Moscou d'un accord frontalier et commercial germano-soviétique

Mars

1^{er} La Bulgarie rejoint l'Axe

25 La Yougoslavie rejoint l'Axe

27 Coup d'État en Yougoslavie

Avril

6 Signature du traité soviéto-yougoslave d'amitié et de non-agression

LE PACTE DES DIABLES

6 Invasion allemande de la Yougoslavie
13 Signature à Moscou du pacte soviéto-japonais de neutralité

Mai

4 Staline nommé président du Conseil des commissaires du peuple.
10 Rudolf Hess s'envole pour l'Écosse

Juin

12 Début de la déportation soviétique de masse en Bessarabie
14 Début de la déportation soviétique de masse en Estonie, en Lettonie et dans l'est de la Pologne occupée
22 L'Allemagne attaque l'Union soviétique : opération Barbarossa

Juillet

12 Signature à Moscou d'un accord anglo-soviétique
30 Signature à Londres de l'accord Sikorski-Maïski rétablissant les relations soviéto-polonaises

REMERCIEMENTS

Tout livre ambitieux et d'une certaine ampleur suppose une collaboration, et celui-ci n'y fait pas exception. Pour chaque mot tracé sur la page, des douzaines ont été exhumés des archives, retrouvés dans les bibliothèques, traduits ou transcrits. Aussi me dois-je de reconnaître humblement un certain nombre de dettes.

En premier lieu, ce projet a nécessité une aide considérable pour la recherche en langues étrangères, parfois dans des domaines où l'auteur ne se serait guère aventuré autrement. Aussi ai-je bénéficié de l'aide avertie d'Evgueni Panine en Russie, d'Oleg Medvedevski au Belarus, de Neringa Pangonyte en Lituanie, du Dr Jakub Tyszkiewicz en Pologne, d'Axel von Wittenberg et de Philipp Rauh en Allemagne, ainsi que d'Andreea Minca et Andreea-Lavinia Mocanu en Roumanie. En outre, James Simpson, Saskia Smellie, Sebastian Palfi, Vicky Davis et Owen Emmerson ont fait un excellent travail au Royaume-Uni.

En second lieu, je dois aussi des remerciements aux collègues et amis qui m'ont conseillé, ont répondu à mes questions, lu des chapitres ou ont partagé d'autres manières leur temps et leur savoir, dont : Jaroslaw Garlinski, Mel Huang, le Dr Alex Drecoll, le professeur Edward Ericson, Klaas Meijer, Robin Schäfer, Bill Russ, Nigel Jones, le Dr Martin

Folly, le professeur Richard Overy, le Dr David Kirby et – comme toujours – le professeur Norman Davies.

Ayant travaillé dans une multitude d'archives, de bibliothèques et d'institutions académiques, deux d'entre elles, où j'ai poursuivi mes recherches et écrit une bonne partie de ce livre, méritent de ma part un éloge particulier : le German Historical Institute de Londres et la bibliothèque de l'UCL School of Slavonic and East European Studies. Alors que d'autres institutions dressent des obstacles et opposent un visage indifférent à leurs lecteurs, celles-ci font un authentique plaisir de la lourde tâche que sont la recherche et l'écriture d'un livre.

Je tiens aussi à remercier les membres de la communauté survivante de *Kresowcy* et *Sybiracy* – les Polonais déportés par l'Union soviétique en Sibérie et ailleurs en 1940-1941 – qu'il m'a été donné de rencontrer au cours de mes recherches. Ce fut en vérité une leçon d'humilité que d'entendre l'histoire de leurs épreuves inimaginables – des récits qui, hélas, trouvent rarement d'échos à l'« Ouest ». Même si cet ouvrage ne porte pas, à strictement parler, sur leur exil forcé, j'espère leur avoir rendu justice, au moins en partie, en faisant connaître leur sort à un plus large public. Mes remerciements s'adressent aussi au centre social et culturel polonais PSOK de West-London, qui a organisé ces rencontres.

Tout cela n'eût abouti à rien, bien entendu, sans l'engagement, la passion et la persuasion de mes agents – Peter Robinson au Royaume-Uni et Jill Grinberg aux États-Unis –, et la vision de mes éditeurs respectifs, Stuart Williams de Bodley Head à Londres et la brillante Lara Heimert de Basic Books à New York. Je dois aussi une mention spéciale à mon inestimable éditeur de Londres, Jörg Hensgen, qui a eu l'honneur douteux de travailler sur tous mes précédents

livres et qui a fait également bénéficier celui-ci de ses intuitions précieuses et de son expertise.

Enfin, la convention veut que l'auteur termine par des gentillesse envers les siens. Les miennes sont aussi simples que venues du fond du cœur. À mon épouse, Melissa, et à nos enfants, Oscar et Amelia, j'adresse mes profonds remerciements : merci de votre enthousiasme indéfectible pour l'ouvrage qui a pris forme parmi vous, merci de votre patience, de l'affection et de la compréhension que vous avez montrées à l'auteur dans ses accès de mauvaise humeur. « L'an prochain... ! »

INTRODUCTION

Le 23 août 1939, Staline but à la santé de Hitler. Même si les dictateurs ne devaient jamais se rencontrer, l'accord forgé ce jour-là allait changer le monde. Connu sous le nom de « pacte germano-soviétique », « pacte Hitler-Staline » ou « pacte Molotov-Ribbentrop », il devait rester en vigueur moins de deux ans, pour prendre fin avec l'attaque de Hitler contre l'Union soviétique de Staline le 22 juin 1941, mais il n'en fut pas moins un des événements saillants de la Seconde Guerre mondiale.

Quand j'ai commencé les recherches pour écrire ce livre, des amis et connaissances, en dehors du cercle des historiens, m'ont parfois demandé sur quoi je travaillais, et je répondais « le pacte germano-soviétique ». Le regard vide et le front plissé qui accueillaient ma réponse en disaient long. Sauf en Pologne et dans les États baltes, le pacte ne fait tout simplement pas partie de notre récit collectif de la Seconde Guerre mondiale. Ma ferme conviction est qu'il devrait en être un élément.

Peut-être oublions-nous le lien, mais le pacte mena directement au déclenchement des hostilités en isolant la Pologne entre ses deux voisins malveillants et en sabotant les efforts décousus des puissances occidentales pour

faire échec à Hitler. La guerre qui s'ensuivit porte donc la marque odieuse du pacte. Alors que les puissances occidentales entraient dans ce qu'on a appelé la « drôle de guerre », Moscou et Berlin se partagèrent la Pologne envahie. Avec la connivence de Hitler, Staline occupa, puis annexa les États baltes, ainsi que la province roumaine de Bessarabie. Puis ce fut au tour de la Finlande d'être envahie et conquise par l'Armée rouge. Quand Hitler se tourna vers l'ouest pour envahir d'abord la Scandinavie, puis les Pays-Bas et la France, Staline lui adressa ses félicitations. En coulisses, dans le même temps, nazis et Soviétiques échangèrent secrets, projets, technologies et matières premières, huilant ainsi les rouages de leurs machines de guerre. Il sembla un temps que les deux dictatures – ou la « Teutoslavia », comme les appela un homme politique britannique – fissent cause commune contre le monde démocratique. Les Britanniques et les Français envisagèrent même une attaque préventive contre l'Union soviétique en 1940.

Cet aspect de la belligérance soviétique est plus qu'une simple curiosité. Les écrits d'après-guerre sur le pacte germano-soviétique ont eu en fait tendance à répéter les justifications données par le Kremlin au lendemain du conflit, à savoir que Staline cherchait simplement à gagner du temps en signant le pacte, repoussant ainsi Hitler afin de préparer les défenses soviétiques pour faire face à une attaque attendue. Toutefois, cette interprétation, que continuent de colporter des apologistes, ne cadre pas avec les faits. En signant ce pacte, on le verra, Staline fut bien plus « proactif » et antioccidental qu'on ne l'a traditionnellement reconnu. Sur un plan, au moins, il cherchait à exploiter l'agression nazie à ses fins, à accélérer la chute de l'Ouest et l'effondrement espéré du monde capitaliste. Il n'était certainement pas « neutre », ni rétif ni passif.

Dans cette optique, qui fut celle de maints contemporains, il n'est pas étonnant que le pacte germano-soviétique ait mis le monde politique sens dessus dessous ou, suivant la formule mémorable d'un commentateur, ait transformé « tous nos – *ismes* en – *wasms*¹ ». Il s'en fallut de peu, mais ce sont les Soviétiques et le communisme mondial qui devaient pâtir le plus profondément du lien. Tandis que le nazisme n'avait plus guère de capital moral en 1939, et qu'il devait bientôt se déshonorer totalement avec le début de l'Holocauste, le communisme aimait encore à s'enorgueillir de son aspect moral. Les acrobaties auxquelles furent contraints les fidèles pour accueillir Hitler et les nazis en alliés fraternels furent d'autant plus humiliantes. Le nombre des adhérents au parti chuta, et le peu d'intégrité politique que l'on prêtait aux communistes en dehors de leur milieu se dissipa dans une bouffée de dialectique alambiquée. Le pacte avec Hitler laissa sur le communisme mondial une souillure indélébile, tout comme l'invasion soviétique de la Hongrie en 1956 ou l'écrasement du printemps de Prague en 1968. Seule la victoire chèrement payée de Staline contre le nazisme après 1941 devait temporairement sauver sa réputation entachée.

Le pacte germano-soviétique eut donc une influence considérable. En dehors de la haute politique et de l'idéologie, cependant, ses funestes conséquences se manifestèrent avec le plus d'acuité en Europe centrale et orientale où, *grosso modo*, 50 millions de personnes furent directement affectées. En facilitant la guerre de Hitler, le pacte conduisit à l'occupation brutale de la Pologne occidentale, avec son lot de cruautés et d'injustices. Si l'Holocauste proprement dit n'était pas encore engagé à cette date – il ne commença vraiment qu'à l'automne de 1941 –, les Juifs et les Polonais du pays occupé furent soumis à un abominable

régime d'exploitation et de persécution, avec des centaines de milliers de gens expropriés, déportés ou tués.

Outre les Polonais et les Juifs, le pacte affecta aussi les Lettons, les Estoniens, les Lituanais, les Biélorusses, les Ukrainiens et les Roumains devenus de ce fait citoyens soviétiques – l'URSS annexant leurs territoires. Quelques-uns, assurément, s'en félicitèrent, mais pas l'immense majorité. Beaucoup connurent la persécution, la torture et la mort entre les mains des Soviétiques – l'exemple le plus notable étant celui des vingt-deux mille officiers et fonctionnaires polonais massacrés à Katyń en 1940.

Beaucoup d'autres furent déportés et exilés en Union soviétique. En 1940-1941, pas moins de 1,5 million de personnes furent déportées de la seule Pologne orientale. Les déportés des États baltes et de Bessarabie se comptèrent aussi par dizaines de milliers vers le fin fond de l'URSS – Kazakhstan, Sibérie, Nord polaire – et une vie de travaux forcés et de misère dans les nombreux camps du goulag, où seuls les plus robustes survivraient. Pour qui garderait des doutes sur la sinistre réalité du goulag stalinien, il vaut la peine de rappeler que le taux de mortalité était plus élevé dans les camps soviétiques que dans les camps de concentration de Hitler. Certains survivants et leurs descendants sont encore de ce monde.

Que cet effroyable chapitre ne trouve pas place dans le récit occidental de la Seconde Guerre mondiale est franchement scandaleux. Six décennies après la mort de Staline, et plus de vingt ans après la fin de l'Union soviétique, il est grand temps que cela change. Car, de même que Hitler a procédé au « nettoyage ethnique » des terres sous sa coupe, Staline a procédé au « nettoyage politique » des siennes. Or, autant les crimes de Hitler sont bien connus et bien documentés – débattus dans les médias, étudiés dans les écoles

et les universités du monde entier –, autant les crimes de Staline pénètrent à peine la conscience publique. En vérité, Hitler et Staline étaient des oiseaux du même plumage totalitaire : loin d'être une anomalie, le pacte germano-soviétique pourrait bien être symptomatique de leur misanthropie partagée.

Il faut préciser que le pacte germano-soviétique n'était pas vraiment une alliance, mais un traité de non-agression. En dehors du titre métaphorique de ce livre, *Le Pacte des diables*, je m'abstiens donc généralement de parler de Hitler et de Staline comme d'« alliés » ou de leur collaboration comme d'une « alliance ». Pour autant, cette clarification ne doit pas nous faire perdre de vue toute l'importance des relations germano-soviétiques entre 1939 et 1941 : le pacte d'août 1939 fut en effet suivi de quatre autres accords ressemblant de près à une alliance à maints égards. Le pacte fut bien plus vital et bien plus capital pour les deux camps que, par exemple, l'alliance de Hitler avec l'Italie de Mussolini. En tout, sauf par le nom, Hitler et Staline furent des alliés.

S'il prit fin en 1941, le pacte devait avoir une étrange vie posthume. Déchiré par les nazis et excusé par les Soviétiques comme une nécessité stratégique, ses effets persistèrent longtemps après sa mort. De fait, la carte de l'Europe orientale et centrale que nous voyons aujourd'hui en est largement le produit : les frontières tracées à la hâte par Ribbentrop et Molotov se sont révélées étonnamment durables. De manière plus immédiate, deux générations de Lituaniens, de Lettons et d'Estoniens allaient devoir supporter la vie dans une URSS détestée, où les souvenirs amers de l'annexion et de l'occupation soviétiques de 1940-1941 allaient nourrir des mouvements de résistance après la guerre. Politiquement, ce sont les manifestations

LE PACTE DES DIABLES

qui se déroulèrent dans les États baltes à l'occasion du cinquantième anniversaire de la signature du pacte qui allaient inaugurer le processus de dissolution de l'URSS.

Malgré sa brièveté – il ne fut appliqué que vingt-deux mois et ses sept petits paragraphes comptent à peine deux cent quatre-vingt mots –, le pacte germano-soviétique fut donc d'une importance capitale. Loin d'être un détail ou une curiosité, il est essentiel pour comprendre la Seconde Guerre mondiale, mais aussi, plus généralement, l'histoire de l'Europe au xx^e siècle. Il mérite pleinement d'être arraché aux notes en bas de page pour trouver la place qui lui convient dans notre récit collectif de la guerre en Europe. Je puis seulement espérer que ce livre y contribue modestement.

PROLOGUE

RENCONTRE SUR LA FRONTIÈRE DE LA PAIX

Probablement n'est-ce pas le fracas des chars qui surprit les habitants de Brest en cette matinée glaciale de 1939. Leur ville de Pologne orientale était occupée par les forces allemandes depuis près d'une semaine, en sorte qu'ils s'étaient tristement habitués au vacarme des ordres aboyés et des véhicules militaires. Ce sont les voix qui l'accompagnaient qui durent les choquer. Non pas les intonations rudes et gutturales de l'allemand, cette fois, mais les accents chantants et mal articulés d'une langue bien plus proche de la leur et aussitôt reconnaissable : le russe.

D'aucuns, à Brest, vécurent l'arrivée de l'Armée rouge comme une libération. Dans les communautés biélorusse et juive de la ville, beaucoup voyaient dans l'Union soviétique une protectrice contre le nationalisme intolérant de l'État polonais. Dans certains faubourgs de l'est, le climat était donc à la célébration, avec l'accueil slave traditionnel consistant à tendre du pain et du sel aux soldats tandis qu'un orchestre jouait l'hymne soviétique, *L'Internationale*¹. D'autres étaient plus méfiants. La population polonaise de la ville avait connu quelques semaines torrides, s'inquiétant de la situation militaire, redoutant l'arrivée des troupes allemandes ou l'emploi de gaz toxiques et craignant de voir ses voisins biélorusses se retourner contre elle. Ceux qui

avaient la mémoire plus longue se rappelaient l'âpre guerre polono-soviétique de 1920-1921, voire les longues décennies d'occupation russe qui avaient précédé 1914, à peine une génération auparavant. Pour eux, l'arrivée des troupes soviétiques faisait écho à des temps sombres et augurait mal des jours à venir.

Les troupes soviétiques elles-mêmes ne firent pas grand-chose pour détendre l'atmosphère. Généralement dépenaillés et négligés, les soldats avaient manifestement reçu l'ordre de ne pas frayer avec les habitants, même s'il semble que certains durent se résoudre à demander aux paysans de quoi manger ou de remplacer leurs chevaux épuisés². Il se trouva néanmoins des curieux ou des courageux pour les aborder. Ainsi de Svetozar Sinkevitch, Biélorusse de 15 ans, que l'arrivée des « siens » commença par exciter. Il ne tarda pas à revenir de ses illusions :

Ils avaient le visage gris et mal rasé, leurs capotes et leurs vestes matelassées étaient mal ajustées, le revers de leurs bottes semblait en tissu. Je me suis approché d'un camion et j'ai essayé de parler aux soldats, mais tous gardaient le silence, détournant le regard. Finalement, l'un d'eux qui portait une casquette et une étoile sur la manche a dit que le Parti avait envoyé l'Armée rouge nous libérer des propriétaires fonciers et des capitalistes polonais. J'étais perplexe³.

Beaucoup, à Brest, devaient partager cette confusion. Historiquement, tout au moins, la ville était habituée à l'intrusion violente du monde extérieur. Depuis sa fondation, neuf siècles plus tôt, elle avait été maintes fois disputée par les Polonais, les Mongols, les Russes, les Suédois et les chevaliers Teutoniques. De mémoire d'homme, aussi,

elle avait connu des bouleversements considérables. En 1915, les Russes avaient abandonné la ville à une occupation allemande qui avait duré jusqu'à la fin de la Première Guerre mondiale. À l'effondrement de l'Empire russe, en 1917, la ville avait fait pour la première fois la une de l'actualité mondiale. Sous le nom de « Brest-Litovsk », elle avait accueilli les négociations germano-soviétiques puis le traité de paix de mars 1918 auquel son nom devait rester attaché.

En 1939, cependant, les événements évoluèrent avec une rapidité inimaginable une génération plus tôt. Loin de l'enlèvement et des impasses de la Grande Guerre, la campagne polonaise avait connu une sorte de révolution tactique. Même s'il devait se développer de manière organique et n'avait pas encore acquis le statut de doctrine militaire officielle, le blitzkrieg, avec le fer de lance des blindés rapides pénétrant l'arrière de l'ennemi pour perturber ses défenses, annonçait une ère nouvelle de la réflexion tactique. Bien que située au cœur de la Pologne orientale, Brest était donc vite devenue un objectif de l'avancée allemande, surtout à cause de sa redoutable forteresse du XIX^e siècle, sur la frange ouest, qui pouvait servir de place forte défensive à des forces polonaises aux abois⁴. De fait, les Allemands avaient progressé si rapidement que lorsque leurs armées apparurent devant Brest le 13 septembre, moins de quinze jours après le début de l'invasion, certains habitants crurent que les soldats devaient être des parachutistes largués derrière les lignes polonaises⁵.

La confusion était encore à l'ordre du jour quand l'Armée rouge arriva en ville cinq jours plus tard. À côté des citoyens qui se précipitèrent pour accueillir les Soviétiques en libérateurs, d'autres espéraient vivement que l'Armée rouge venait à leur aide contre les envahisseurs allemands – fiction

manifestement propagée par des éléments de l'armée polonaise⁶. Publiées en traduction polonaise par le commandement local de la Wehrmacht, en exemple de la collaboration étroite entre les deux, les déclarations des autorités soviétiques allaient doucher leurs espoirs en déclarant catégoriquement que l'invasion de l'Armée rouge était simplement le résultat de l'effondrement militaire et politique supposé de la Pologne et que sa seule fin était de protéger les populations ukrainiennes et biélorusses qui y vivaient⁷. Loin de se précipiter pour affronter la Wehrmacht, les soldats soviétiques, à l'arrière de leurs camions ou accrochés aux flancs des chars, traversaient la ville pour saluer leurs homologues allemands.

Les premiers contacts eurent lieu le 18 septembre en fin de matinée. À travers la ville, les troupes allemandes et les troupes soviétiques se mirent à fraterniser : le vert olive rencontra le *feldgrau* – l'avant-garde de la révolution communiste de Staline face à la Wehrmacht de Hitler. D'abord méfiantes, se souvenant de leurs relations autrefois tendues, les deux parties partagèrent des rations et firent de leur mieux pour communiquer, mêlant langue des signes et bonne volonté. Le partage des cigarettes était une bonne entrée en matière : les *papirosi*, avec leur tabac grossier et roulées à la main du côté soviétique, s'échangeaient contre des produits manufacturés allemands, très prisés des soldats de l'Armée rouge. On grimpa sur les chars et les véhicules blindés pour les inspecter et en conclure, immanquablement, « les nôtres sont mieux ». Malgré les différences idéologiques, les sourires du jour paraissent sincères. Un témoin se souvient avoir vu des soldats de la Wehrmacht saluant leurs homologues soviétiques de l'autre côté de la rue : « Communistes ! Bien⁸ ! »

Les contacts s'établirent aussi à plus haut niveau. Autour de 10 h 30, un jeune officier soviétique arriva en voiture

blindée au quartier général allemand. À en croire les archives allemandes contemporaines, suivirent d'« amicales » discussions portant surtout sur la ligne de démarcation entre les forces soviétiques et les forces allemandes⁹.

Le commandant allemand, le général Heinz Guderian, fut relativement moins enthousiaste. Il avait traversé quelques jours difficiles – son aide de camp, le lieutenant-colonel Robert Braubach, était tombé sous les balles d'un tireur d'élite polonais : « une perte pénible » – puis avait dû venir au secours de l'évêque de Dantzig, Edward O'Rourke, qui s'était retrouvé dans la zone d'opérations et ne voulait à aucun prix finir entre les mains des Soviétiques. Aussi fut-il frustré de constater que la date limite fixée pour le retrait des Allemands de Brest, juste deux jours plus tard, laissait trop peu de temps à ses hommes pour évacuer leurs blessés ou récupérer leurs véhicules endommagés¹⁰. Un déjeuner n'en fut pas moins servi à l'officier soviétique et un accord fut trouvé : la cession officielle de la ville aux Soviétiques se ferait le 22 septembre dans l'après-midi.

Le matin de la passation, les préparatifs se déroulèrent sans à-coups. Aux termes de l'accord, les forces soviétiques se retrouvèrent maîtresses de la ville et de sa forteresse à compter de 8 heures. Deux heures plus tard, une commission mixte se réunit pour clarifier les derniers points de confusion ou de friction. Peu après, Guderian rencontra son homologue, le général Sémion Krivocheine, commandant de la 29^e brigade de véhicules blindés légers. Juif et communiste fervent, Krivocheine était un petit homme sec arborant une moustache en brosse à la Hitler. Comme Guderian, c'était un pionnier de l'emploi des chars ; de fait, les deux hommes avaient bien pu se connaître à l'école de chars de Kama, près de Kazan, dans les années 1920, lors d'un précédent épanouissement de la collaboration

germano-soviétique. S'exprimant tous deux en français, Guderian et lui parlèrent d'organiser un défilé militaire commun pour marquer la cession officielle de la ville. Bien que Krivocheine ne fût pas vraiment enthousiaste, objectant que ses hommes étaient épuisés après leur longue marche vers l'ouest¹¹, il consentit à libérer deux unités pour participer au défilé des forces de la Wehrmacht et de l'Armée rouge dans l'après-midi.

À 16 heures, les deux généraux se retrouvèrent sur une petite estrade de bois dressée à la hâte devant l'entrée principale du commandement allemand, autrefois siège de l'administration régionale, rue Union de Lublin. Devant un mât auquel flottait le *Kriegsflagge* allemand orné de la croix gammée, Guderian arborait un large sourire, resplendissant dans sa capote doublée de rouge et ses bottes de cuir noir. À ses côtés, Krivocheine portait un uniforme semblable – manteau de cuir ceinturé et bottes de cuir pour se protéger du froid automnal.

Entourés d'un petit groupe d'officiers supérieurs allemands, les deux hommes regardaient la cohue des soldats de la Wehrmacht et de l'Armée rouge sur la route du défilé : poches de *feldgrau* allemand mêlées aux capotes de cuir noir des officiers soviétiques, au vert olive des fantassins et à la combinaison sombre des équipages de char. Au-delà, des civils se pressaient le long de la rue. Parmi eux, Raïssa Chirniouk, 20 ans, qui se rappelait comment le bruit du défilé s'était répandu : « Il n'y a pas eu de communiqué officiel, mais la machine à rumeur avait bien fonctionné : dès le matin, tout le monde en ville savait que les troupes allaient défiler là¹². » D'après un récit allemand, la foule était enthousiaste : surtout composée des communautés non polonaises de Brest – Biélorusses et Juifs – qui accueillirent l'Armée rouge avec des fleurs et des acclamations¹³.

Au fracas d'une fanfare militaire, le défilé commença, ouvert par l'infanterie allemande, marchant au pas de l'oie dans ses uniformes élégants et suscitant les commentaires admiratifs de la foule. Elle-même impressionnée par leur allure, Raïssa observa comment leur chef veillait à l'alignement de ses hommes en criant *Langsam, langsam, aber deutlich* ! « Lentement, lentement, mais clairement ! » Suivaient les unités motorisées : side-cars, camions et autochenilles chargés de soldats et remorquant des pièces d'artillerie, sans oublier le cliquetis des chars sur les pavés. À son passage devant la tribune, chaque groupe avait droit à un vif salut de Guderian et de Krivocheïne, qui entre-temps poursuivaient leur conversation à bâtons rompus.

Inévitablement, certains spectateurs firent des comparaisons entre les deux armées. Les chars soviétiques T-26, par exemple, tranchaient sur les véhicules plus modernes de la Wehrmacht, surtout quand on en vit un déraiper non loin de la tribune officielle¹⁴. Stanislav Miretski observa d'autres différences : les ceintures des Soviétiques étaient en toile, celles des Allemands en cuir ; ceux-ci tractaient leurs pièces d'artillerie avec des camions quand l'Armée rouge utilisait des chevaux « laids et rachitiques » avec de médiocres harnais¹⁵. Raïssa abonda dans le même sens, notant que les hommes de l'Armée rouge, avec leurs « bottes sales, leurs capotes poussiéreuses et leur barbe de plusieurs jours », supportaient mal la comparaison avec leurs homologues allemands¹⁶. Un autre témoin tira une conclusion glaçante de la piètre apparence des fantassins soviétiques. Habitué à l'élégance des officiers polonais, Boris Akimov fut frappé par la « misère et la négligence » de l'Armée rouge. L'odeur et la crasse des soldats suscitaient cependant une question autrement plus profonde : « Quel genre de vie vont-ils nous apporter ? » se demanda-t-il¹⁷. Il obtint une sorte de réponse

quand une vieille dame se fraya un chemin à travers la foule pour approcher les soldats soviétiques, larmes aux yeux et marmonnant : « Mes petits, mes enfants. » À la stupeur des spectateurs, un soldat la repoussa grossièrement : « Recule, femme¹⁸ ! »

Tandis que le matériel militaire défilait lentement et que l'on s'interrogeait sur l'avenir, la foule leva les yeux pour regarder une douzaine de chasseurs de la Luftwaffe passer à basse altitude au-dessus de la tribune. Guderian haussa la voix pour se faire entendre par-dessus le rugissement des moteurs. « As allemands ! Fabuleux ! », « Nous avons mieux ! » répliqua Krivocheïne, bien décidé à ne pas se laisser impressionner par cette démonstration de la force aérienne allemande¹⁹.

Au bout de trois quarts d'heure, le défilé touchant à sa fin, Guderian, Krivocheïne et les officiers supérieurs qui les entouraient se tournèrent vers le drapeau. Alors que la fanfare militaire jouait l'hymne national allemand, *Deutschland, Deutschland über alles*, et que les officiers assemblés saluaient solennellement, le *Kriegsflagge* rouge sang fut abaissé puis remplacé par le rouge plus foncé de la faucille et du marteau soviétiques. Sur ce, la fanfare joua *L'Internationale* – non sans couacs, se rappelle un témoin²⁰ – avant que Guderian et Krivocheïne ne se serrent la main pour la dernière fois. Le général allemand rejoignit alors ses hommes qui se dirigèrent vers l'ouest, sur l'autre rive du Boug, devenu la nouvelle frontière germano-soviétique. « Le défilé était enfin terminé ! » rapporta Krivocheïne²¹.

Après la guerre, dans ses Mémoires, sans doute conscient de la nature plutôt compromettante des événements de Brest, Krivocheïne insista lourdement sur sa réticence dans ses tractations avec Guderian et les Allemands, donnant l'impression de s'être tout le temps « pincé le nez ».

Il prétendit avoir donné à ses hommes diverses tâches de maintenance, pour ne laisser qu'un seul bataillon participer au défilé, et insinua par malveillance que les hommes et le matériel de Guderian faisaient le tour du pâté de maisons pour paraître plus nombreux qu'ils ne l'étaient²². Malgré ses protestations ultérieures, cependant, on peut se faire une idée de ses véritables sentiments en consultant le récit de deux correspondants de guerre allemands qui le retrouvèrent le lendemain à son QG de campagne voisin. Le général de brigade soviétique leur parut d'excellente humeur ; il leur offrit un somptueux repas et porta un toast à Hitler et à Staline, « hommes du peuple ». Au moment des adieux, il leur donna même son adresse à Moscou et les invita à venir le voir « après la victoire sur la capitaliste Albion²³ ». Il semble que la politique altère étrangement les souvenirs.

Si les médias soviétiques ne paraissent pas avoir fait état du défilé de Brest, la machine de propagande allemande en fit grand cas, le décrivant comme une « rencontre sur la frontière de la paix²⁴ ». Des séquences granuleuses de chars et de véhicules roulant devant la tribune furent dûment intégrées aux actualités hebdomadaires projetées cet automne-là dans les salles de cinéma du Reich hitlérien. Immense était la valeur de propagande de ces images qui apportaient une confirmation visuelle saisissante de l'accord soviéto-nazi forgé le mois précédent. Comme pour enfoncer le clou, le commentaire narguait les ennemis de l'Allemagne en déclarant que la rencontre avec les Soviétiques à Brest avait « sabordé les pieux projets des démocraties occidentales²⁵ ».

Un journaliste allemand alla encore plus loin. Dans les pages du journal du Parti nazi, le *Völkischer Beobachter*, Kurt Frowein trouva des accents lyriques pour évoquer la scène : « l'air vif de cette journée d'automne », le « crescendo des chenilles des chars », l'hommage à une ville « capturée

par les armes allemandes [...] et maintenant restituée à ses légitimes propriétaires ». Pour lui, la poignée de main entre Guderian et Krivocheine était le « symbole du rapprochement amical des deux nations », lequel annonçait « que l'Allemagne et la Russie s'unissent pour décider conjointement du destin de l'Europe orientale²⁶ ». Frowein avait raison de recourir à l'hyperbole. Les événements de ce jour-là signifiaient un tel séisme politique que ses propos eussent été impensables à peine un mois plus tôt.

Pour ceux qui avaient pris à cœur les fulminations et les insultes que l'Union soviétique et l'Allemagne nazie s'étaient lancées au cours des six années précédentes, ce furent des journées bien étranges. Le défilé de Brest illustrait avec éclat la réalité et l'actualité du pacte conclu un mois auparavant à Moscou, les chars et les soldats remplaçant maintenant les images d'hommes souriant dans les bureaux enfumés du Kremlin. Comme le montraient les événements de Brest, les deux dictateurs les plus puissants de l'Europe, dont l'hostilité profonde avait largement défini les années 1930, se tenaient désormais côte à côte, en alliés, collaborant à la conquête conjointe de leur voisin.

Les observateurs contemporains furent éberlués. Les communistes du monde entier regimbèrent face aux contorsions idéologiques qu'ils furent soudain obligés d'accomplir tandis que beaucoup de nazis gardaient des doutes profonds sur le nouveau partenaire de leur pays. Dans le même temps, le trouble prévalait en Occident, comme si le monde avait légèrement bougé sur son axe, et que les vieilles certitudes politiques s'étaient révélées purement transitoires. Beaucoup devaient se demander comment cela avait bien pu se produire.

CHAPITRE 1

PHILTRE INFERNAL

Un mois auparavant, le 23 août 1939 peu après midi, deux Focke-Wulf « Condor » émergèrent des nuages et amorcèrent leur descente vers l'aérodrome Khodynka de Moscou. Les avions – des quadrimoteurs élégants et modernes – avaient commencé leur voyage la veille dans l'après-midi pour faire escale la nuit à Königsberg, dans l'est de l'Allemagne, avant de décoller en direction de la capitale soviétique. Chaque appareil comptait vingt passagers : conseillers, traducteurs, diplomates et photographes. À la tête de la délégation se trouvait le ministre allemand des Affaires étrangères, Joachim von Ribbentrop.

Alors que les appareils tournaient, se préparant à atterrir, les passagers occupèrent le temps de leur mieux. Le vol depuis Königsberg avait duré de quatre à cinq heures, et beaucoup étaient anxieux. Suffisant et pompeux, Ribbentrop avait passé une nuit assez stressante, se tracassant pour sa mission, se plongeant dans les documents officiels et prenant quantité de notes¹. D'autres étaient plus détendus. Le photographe de Hitler, Heinrich Hoffmann, par exemple, s'assoupit sous l'effet des excès de la veille. Sa réputation de gros buveur et de bon vivant lui avait valu le surnom de *Reichssäufer*, « soiffard du Reich » ; fidèle à lui-même, il avait profité de l'hôtel de Königsberg pour passer une « nuit

joyeuse » au bar voisin. Réveillé juste avant l'atterrissage, il était ravi d'avoir « dormi comme un bébé » toute la durée du vol².

À bord, la plupart scrutèrent l'aérodrome et la ville. Pour eux tous, voler demeurait une expérience assez nouvelle, et la vue à vol d'oiseau était une chose qui pouvait être tout à la fois captivante et terrifiante. De surcroît, Moscou elle-même avait plus qu'un parfum d'exotisme. Si la capitale soviétique était géographiquement très éloignée de tout ce que la plupart d'entre eux connaissaient, elle était aussi chargée de sinistres connotations politiques en tant que foyer de la révolution prolétarienne : la source du communisme mondial. « Que le destin nous conduise à Moscou, que nous avons jusque-là âprement combattue comme l'ennemi de la culture européenne », écrivit plus tard un membre de la délégation, les plongeait dans une « certaine ambivalence³ ».

Sitôt les deux appareils à terre, il apparut clairement qu'on leur réservait un accueil en grande pompe : l'aéroport et son terminal sur deux niveaux étaient pavés aux couleurs de l'Allemagne et de l'URSS – le svastika juxtaposé à la faucille et au marteau : une scène que Heinrich Hoffmann, comme tant d'autres, avait crue inconcevable à peine quelques jours plus tôt⁴. De toute évidence, les autorités soviétiques l'avaient jugée pareillement invraisemblable et avaient eu le plus grand mal à trouver assez de drapeaux à croix gammée pour l'occasion avant de se décider finalement à réquisitionner les studios de cinéma locaux, où on s'en était récemment servi pour des films de propagande antinazie⁵.

Alors que Ribbentrop descendait la passerelle, la musique militaire commença par jouer *Deutschland, Deutschland über alles* puis *L'Internationale*. Suivirent les présentations, avec

chaleureuses poignées de main et sourires entre membres de la délégation soviétique et leurs hôtes allemands. Quelques-uns d'entre eux devaient s'en souvenir avec plus qu'un soupçon de cynisme. En compagnie d'un collègue, Johnnie von Herwarth, diplomate subalterne à l'ambassade d'Allemagne à Moscou, observa un groupe d'officiers de la Gestapo serrant la main à leurs homologues de la police secrète soviétique, le NKVD. « Ils sont manifestement ravis de pouvoir enfin collaborer, dit son collègue, mais attention ! Ça va être désastreux, surtout quand ils vont se mettre à échanger des dossiers⁶. » Dans le même temps, Paul Schmidt, l'interprète de Hitler, s'amusa de voir qu'ils étaient accueillis par le vice-ministre soviétique des Affaires étrangères Vladimir Potemkine. Homme de culture, Schmidt savait qu'au XVIII^e siècle un homonyme de Potemkine, gouverneur régional de Catherine la Grande, avait aménagé de faux villages en Crimée pour impressionner l'impératrice en visite : depuis, on parlait de « villages Potemkine ». Pour l'interprète, le nom Potemkine était donc le symbole parfait de l'irréalité de la scène⁷. Le pilote Hans Baur se montra moins cynique. Voyant Ribbentrop inspecter la haie d'honneur formée par des membres des escadrilles des forces aériennes d'élite soviétique, il fut simplement frappé par le spectacle irréel d'un ministre allemand des Affaires étrangères marchant d'un pas vif, le bras tendu dans le salut hitlérien. « Mon Dieu ! se dit-il. On n'en finira pas de voir des miracles⁸ ! »

Cette stupeur devait être largement partagée des deux côtés. Après tout, nazis et Soviétiques avaient passé la majeure partie de la décennie précédente à s'insulter. Dans l'opposition, à la fin des années 1920, Hitler avait politiquement prospéré en décrivant le communisme et l'Union

soviétique comme des forces étrangères et malveillantes qui menaçaient le peuple allemand et son mode de vie. Il n'avait cessé de fustiger Moscou, évoquant régulièrement les « tyrans juifs » ou les « sangsues » du Kremlin, et qualifiant le bolchevisme de « crime damnable contre l'humanité » et d'« engeance infernale⁹ ».

Au pouvoir, à compter de 1933, Hitler n'avait guère tempéré sa rhétorique antisoviétique. Avec le temps, l'hostilité était devenue implacable ; il manquait rarement une occasion de condamner sans appel Moscou et ses agents, et de louer le rôle de l'Allemagne nazie au premier rang du combat contre le communisme. Typique, sans doute, était son discours au congrès de Nuremberg, en septembre 1937, où il tint à insister sur la communauté des nations civilisées : la « grande famille européenne des peuples » qui s'étaient « donné les uns aux autres des modèles, des exemples et des leçons [...], du plaisir et quantité de belles choses » et en compagnie desquels « nous avons toutes les raisons de nourrir des sentiments d'admiration mutuelle plutôt que de haine ». À ce tableau, il opposa celui de la « peste bolcheviste », un « élément totalement étranger qui n'a pas fait la moindre contribution à notre économie et à notre culture, mais ne produit que des ravages¹⁰ ». Si Hitler était assurément un opportuniste, l'anticommunisme demeura un de ses principes directeurs.

Les Soviétiques lui avaient rendu la pareille. Les relations entre Berlin et Moscou tournant à l'aigre à compter du milieu des années 1930, un ton de plus en plus germanophile s'affirma, Staline et ses paladins rivalisant pour critiquer Hitler et l'Allemagne nazie dans la presse et les discours publics. Hitler était souvent décrit comme un fou, un « idiot » ou un « possédé¹¹ ». Le régime était lui aussi cloué au pilori : des « cannibales des temps modernes [...]

descendants d'Érostrate » qui se « noieraient dans leur propre sang¹² ». Le sang était de fait un leitmotiv commun, et dans les années 1930 la presse soviétique employait rarement les mots « fascisme » ou « nazisme » sans les accompagner du mot « sanglant ».

Ce n'était pas simplement une hostilité superficielle ou tactique : elle avait des fondements idéologiques. En tant que premier État communiste du monde ouvertement voué à propager la révolution, l'Union soviétique avait initialement jugé son expansion territoriale souhaitable, mais aussi décisive pour sa survie, face à un monde extérieur hostile. Et même si, au fil du temps, ses idées avaient pris un tour moins belliqueux, Moscou faisait encore une place particulière à l'Allemagne dans ses ambitions géopolitiques. Suivant les préceptes du marxisme-léninisme, l'instauration du communisme dans la Russie préindustrielle avait été une anomalie : un produit accidentel du chaos de la révolution bolchevique. Pour garantir son avenir, il fallait donc exporter le communisme dans le cœur industriel de l'Europe – l'Allemagne –, où l'on imaginait qu'un prolétariat avancé, idéologiquement sain, mourait d'envie de se débarrasser des fers de la démocratie bourgeoise et d'embrasser les héritiers de Marx et de Lénine¹³.

Dans le même temps, les Allemands pensaient aussi en termes géopolitiques, mais puisaient dans des théories raciales douteuses plutôt que dans les préceptes arides de la socio-économie. Bien avant l'avènement du Troisième Reich, des hommes d'État et des généraux allemands s'étaient plu à imaginer les vastes étendues de la Russie et de l'Ukraine comme une région ouverte à l'expansion et à la colonisation allemandes : une réinvention moderne de la « marche vers l'Est » – *Drang nach Osten* – du Moyen Âge. Cette attitude s'était amplement exprimée en mars 1918 à

travers le traité punitif de Brest-Litovsk, lequel avait mis fin à l'engagement russe dans la guerre et avait contraint la Russie bolchevique à céder aux Allemands victorieux de vastes territoires – dont l'Ukraine et les pays baltes – et près du quart de sa population. Même si les cessions se révélèrent éphémères – éclipsées par la défaite de l'Allemagne sur le front ouest la même année –, l'idée d'une expansion allemande aux dépens de la Russie refusa de mourir.

Alors que l'Allemagne traversa après la guerre ses propres épreuves, les hommes de droite virent de plus en plus dans l'expansion territoriale une panacée pour résoudre les maux combinés de la misère, de la faim et de la surpopulation. Le moment venu, Hitler devait ajouter un nouveau lustre idéologique à ces sentiments, fustigeant les perversités et les excès des bolcheviks et prônant l'expansion de l'Allemagne à leurs dépens. Dans *Mein Kampf*, rédigé en 1925, il avait clarifié ses idées assez boiteuses en la matière. La Russie, écrivit-il, avait été « dépouillée de sa classe dirigeante germanique » par la révolution et reprise par les Juifs au point qu'elle était désormais en état de décomposition et mûre pour la dissolution. Aussi était-il temps que les Allemands tournent leurs regards « vers l'Est », qui leur permettrait de compenser leur manque d'espace vital – de *Lebensraum*¹⁴.

Bien entendu, l'association offerte en 1939 était très loin de la conquête implacable que Hitler avait envisagée ou de l'expansion à l'ouest prévue par Staline, mais les deux hommes pouvaient y voir une première étape. Staline devait se souvenir du mot de Lénine, selon lequel l'histoire ne progresse pas en lignes droites mais par « zigzags et détours » ; de même, l'opportunisme et la *realpolitik* avaient permis à Hitler d'avancer largement en vue des objectifs nazis. Dès lors, il n'était pas illogique pour l'un et l'autre de conclure qu'un pacte avec l'ennemi pouvait servir la cause. Tous

deux étaient donc pardonnables de croire qu'ils accomplissaient leur destinée idéologique.

Le ministre allemand des Affaires étrangères n'était certainement pas insensible à ces pensées grandioses. Suffisant et arrogant, Ribbentrop était très impopulaire jusque dans les rangs de ses camarades nazis. Ancien représentant en champagne, il avait fait un mariage d'argent, ajouté à son nom un douteux « von » aristocratique et fait de l'esbroufe pour gravir les échelons supérieurs du Troisième Reich, où ses contacts internationaux lui avaient valu le rôle de conseiller favori de Hitler en politique étrangère. Ses manières doucereuses et insinuantes aidant, il avait ensuite été nommé ambassadeur à Londres en 1936 pour hériter finalement du poste de ministre des Affaires étrangères au début de 1938. Aussi belliqueux qu'incompétent, Ribbentrop avait largement contribué à empoisonner les relations internationales au fil des mois précédents. En écho fidèle et agressif à la voix de son maître, il avait participé au glissement vers un conflit qu'il jugeait inévitable, voire désirable, pour asseoir l'hégémonie de l'Allemagne en Europe. À cet égard, Ribbentrop avait été aussi un acteur clé du développement des relations avec l'Union soviétique, qui – les différences idéologiques mises à part – offrait à l'Allemagne un flanc est sûr, mais aussi une perspective de collaboration économique essentielle dans le futur conflit. Le pacte qu'il venait négocier serait une volte-face qui choquerait le monde, mais qui donnerait à Hitler des conditions très favorables pour la guerre qu'il cherchait. Ribbentrop savait que ce serait son heure de gloire.

Après l'accueil à Khodynka, les membres de la délégation allemande furent conduits à l'immeuble de l'ancienne légation autrichienne où ils devaient résider. Beaucoup profitèrent ensuite de l'occasion pour découvrir un peu la ville

et le régime dont ils étaient les hôtes. Heinrich Hoffmann se rendit au cimetière de Novodevitchi pour voir la tombe de la deuxième femme de Staline, Nadejda Allilouïeva : l'une des plus belles qu'il eût jamais vues, dira-t-il¹⁵.

Paul Schmidt, pour sa part, choisit de faire un tour de la capitale avec un interprète. « À première vue, écrivit-il plus tard, la ressemblance avec les autres villes européennes était presque décevante. À y regarder de plus près, cependant, des différences essentielles me sautèrent aux yeux. Le bonheur auquel on était habitué sur les visages de gens à Berlin, Paris ou Londres semblait absent à Moscou. Les gens paraissaient graves et regardaient droit devant eux d'un air hagard. Je n'ai vu que très rarement un visage souriant¹⁶. »

Si Schmidt laissa peut-être ses préjugés colorer son expérience, le pilote Hans Baur ne devait garder aucun doute sur les réalités de la vie en Union soviétique. Quittant en voiture la résidence de l'attaché militaire allemand, son guide lui montra le membre de la police secrète chargé d'informer les autorités de leur départ et de leur destination. Bientôt, expliqua le guide, « une autre voiture allait nous suivre à une cinquantaine de mètres ; où que nous allions, quoi que nous fassions », la police secrète serait « sur nos talons¹⁷ ». Politiquement assez naïf, Baur dut être rappelé à l'ordre plusieurs fois pour ne pas prendre de photos, et il provoqua une scène en voulant glisser un pourboire à son chauffeur russe pour le remercier de ses efforts. « L'homme était furieux, raconte-t-il. Il voulut savoir si c'était notre manière de le remercier d'avoir fait de son mieux pour nous : le faire jeter en prison ! Nous savions parfaitement qu'il était interdit d'accepter les pourboires¹⁸. »

À l'ambassade, pendant ce temps, un somptueux buffet avait été préparé pour les nouveaux arrivants. Heinrich

Hoffmann en fut ébahi, car il ne s'attendait pas à trouver pareille opulence dans la capitale soviétique. Croyant que les victuailles venaient toutes du pays, il fut vite détrompé : « Tout venait de l'étranger : le pain, même, de Suède, le beurre du Danemark et le reste de sources diverses¹⁹. » Hans Baur avait déjà eu un aperçu de la complexité de la situation alimentaire à Moscou à l'aérodrome. À l'arrivée, il avait offert des sandwiches, des biscuits et du chocolat à l'équipe de mécaniciens et de nettoyeurs qui s'occupaient de ses appareils. À sa grande surprise, cependant, il avait vu son offre repoussée, le contremaître lui expliquant que c'était interdit et que les Russes avaient suffisamment à manger. Perplexe, mais décidé à ne pas gaspiller la nourriture, il décida de laisser les restes sur un banc, dans le hangar ; ils ne tardèrent pas à disparaître²⁰.

Alors que son entourage découvrait la capitale soviétique, Ribbentrop avait hâte d'engager les discussions avec ses homologues soviétiques. À peine arrivé, contre l'avis de ses collègues de l'ambassade – qui avaient suggéré plus de mesure, pour ne pas sembler trop demandeur –, Ribbentrop eut une première entrevue avec les Soviétiques²¹. Il y avait d'autres soucis. Conseiller d'ambassade et traducteur, Gustav Hilger se souvient qu'au moment de partir pour le Kremlin Ribbentrop le prit à part dans un geste de sollicitude paternelle inattendu : « Vous avez l'air si inquiet, fit Ribbentrop. Y a-t-il une raison ? » Hilger, qui était né à Moscou et avait vécu en Russie la majeure partie de sa vie, exprima ses appréhensions quant à leur mission : « Je crois que ce que vous êtes sur le point de faire au Kremlin ne se passera bien qu'aussi longtemps que l'Allemagne restera forte. » Impassible, Ribbentrop répondit : « Si c'est tout, je puis seulement vous dire que l'Allemagne pourra faire face à n'importe quelle situation²². »

Sur ce, accompagné de l'ambassadeur allemand à Moscou, Friedrich-Werner von der Schulenburg, et de Nikolaï Vlassik, le chef des gardes du corps de Staline, Ribbentrop et Hilger montèrent dans une limousine du NKVD qui rejoignit la place Rouge. Entrant au Kremlin par l'imposante porte Spasski, le groupe rejoignit le Sénat, élégant bâtiment de deux étages, au nord-est, de l'autre côté du mur où se trouve le mausolée de Lénine. Tout du long, ils purent entendre le son sinistre d'une cloche invisible marquant leur arrivée.

À leur descente de voiture les attendait un homme chauve et grassouillet : le secrétaire particulier de Staline, Alexandre Poskrebychev. Une petite volée de marches les mena au bureau du président du Conseil des commissaires du peuple, au rez-de-chaussée. Là, au milieu d'un mobilier spartiate et fonctionnel, se trouvait Staline lui-même, dans sa veste tunique tombant sur un pantalon de laine flottant et des bottes de cuir à mi-mollet, avec ses yeux étroits et jaunes et sa peau grêlée qui le rendaient aussitôt reconnaissable. À côté de lui se tenait son ministre des Affaires étrangères, Viatcheslav Molotov, petit homme assez quelconque dans son costume gris, avec ses lunettes perchées sur le nez au-dessus d'une moustache poivre et sel soigneusement peignée. Il était rare pour un étranger de rencontrer pareille concentration de pouvoir soviétique ; voyant Staline, Schulenburg aurait lâché un petit cri de surprise. Depuis cinq ans qu'il était ambassadeur à Moscou, il ne l'avait jamais rencontré. Ribbentrop fut lui aussi impressionné et, par la suite, trouva des accents lyriques pour évoquer Staline : « un homme d'une stature hors du commun », qui justifiait sa réputation²³. De son côté, Staline évitait habituellement par principe les visiteurs étrangers, si bien que sa présence était très probablement faite pour

intimider ses hôtes et les prendre au dépourvu²⁴. Quelle que fût sa motivation, c'était certainement une preuve du sérieux avec lequel il prenait les négociations.

Après les présentations et un échange de civilités, où Staline se montra « simple et sans prétention », faisant preuve d'une « aménité joviale²⁵ » envers ses hôtes, les quatre acteurs principaux – Staline et Molotov, Ribbentrop et Schulenburg – s'assirent autour d'une table pour entrer dans le vif du sujet. Derrière Staline se tenait son traducteur, le jeune Vladimir Pavlov, tandis que Hilger, servant d'interprète à Ribbentrop, se plaça entre son ministre et l'ambassadeur. Les négociations engagées cet après-midi-là allaient provoquer un séisme politique.

En vérité, le processus avait été sérieusement amorcé quelques mois plus tôt. Malgré l'opprobre dont les deux camps s'étaient couverts depuis le milieu des années 1930, les contacts entre nazis et Soviétiques n'avaient jamais été entièrement rompus, et des discussions – d'abord sur les liens économiques, puis sur des affaires politiques – avaient timidement débuté en mai 1939. La position de Hitler avait été assez claire. Irrité par les ingérences occidentales qui avaient cherché à déjouer ses ambitions à Munich, l'automne précédent, il avait résolu d'accélérer l'expansion de l'Allemagne – par la force, au besoin – tant qu'il gardait l'avantage en matière d'armements et de personnel entraîné. Et s'il fallait pour cela prendre des libertés avec l'orthodoxie idéologique, il le ferait.

À cette fin, Ribbentrop avait d'abord courtoisé les Polonais dans l'idée de les détacher du camp anglo-français. Le flirt avait débuté en octobre 1938, quand Ribbentrop avait demandé la ville libre de Dantzig, offrant en contrepartie à Varsovie de garantir la frontière germano-polonaise pour vingt-cinq ans. En janvier suivant, le ministre polonais

des Affaires étrangères, Józef Beck, avait été invité à discuter avec Hitler au Berghof où, pour obtenir un accord, les Allemands avaient évoqué leur soutien aux ambitions polonaises en Ukraine. Ce flirt n'avait rien d'une ruse. Initialement, Hitler ne vouait pas aux Polonais une haine comparable à celle qu'il réservait aux Tchèques, et il avait loué la Pologne d'être un rempart contre le communisme. En fait, fidèle à ses instincts antisoviétiques, il avait même lancé l'idée d'une alliance antisoviétique avec la Pologne – bien évidemment en qualité de partenaire subalterne du Reich. Il existait de « grandes possibilités » de coopération germano-polonaise, expliqua un Ribbentrop optimiste à l'ambassadeur d'Allemagne à Varsovie, avant tout dans la poursuite d'une « politique orientale commune contre l'URSS²⁶ ».

Les Polonais ne devaient pas se laisser fléchir par les offres allemandes ou les menaces voilées. Restaurées juste une génération auparavant après cent vingt-trois ans d'occupation étrangère, l'intégrité territoriale et l'indépendance de la Pologne étaient bien trop précieuses pour que ses responsables politiques les troquent en échange de promesses douteuses et d'un statut de vassal. Une politique de stricte équité – la « Doctrine des deux ennemis » – régissait donc ses relations avec ses deux grands voisins. Dès lors, si Varsovie était disposée à négocier sur des détails mineurs, la prise de Dantzig et la reddition du corridor polonais n'étaient pas ouvertes à la discussion, et la capitale polonaise tiendrait pour un acte de guerre toute velléité de s'en emparer par la force.

Cet éphémère badinage avorté avec la Pologne ne serait pas sans conséquence. Ce même printemps, alors que Ribbentrop flirtait avec Varsovie, Hitler avait des vues sur une autre capitale européenne. Le 15 mars au matin,

à l'« invitation » des Tchèques et sans rencontrer d'autre opposition que celle d'une tempête de neige, les troupes allemandes étaient entrées à Prague. Dans leur sillage, Hitler avait décidé la dissolution finale de l'État tchécoslovaque – la Slovaquie avait été persuadée de proclamer son indépendance la veille – et annoncé que la Bohême et la Moravie seraient dorénavant un « protectorat » du Reich.

Les mobiles de Hitler pour envahir l'État croupon tchécoslovaque au printemps 1939 ne sont pas entièrement clairs. Certainement voulait-il adresser un pied de nez aux puissances occidentales dont les ingérences l'avaient irrité l'automne passé. Ainsi qu'il le confia à un aide de camp à l'époque de Munich, « ce Chamberlain a gâché mon entrée à Prague²⁷ ». Hitler n'était pas homme à refouler longtemps ses désirs. Mais il y avait d'autres justifications, plus probantes. La Bohême et la Moravie étaient riches en matières premières et en industries, et les deux territoires formaient une protubérance qui s'enfonçait dans le flanc sud-est du Grand Reich. Cependant l'invasion était aussi calculée pour intimider la Pologne. À un moment où l'intransigeance de celle-ci dans les négociations entravait les ambitions stratégiques de Berlin, la prise des territoires tchèques était une démonstration de la puissance allemande, mais aussi, espérait Hitler, de l'impuissance occidentale. Hitler pariait que les Britanniques et les Français ne feraient rien pour aider l'État qu'ils avaient « défendu » tout juste six mois avant à Munich ; le sous-entendu était clair : il ne restait aux Polonais qu'à satisfaire les exigences allemandes.

Reste que l'Occident ne devait pas demeurer aussi passif que Hitler l'avait espéré. De fait, l'annexion de la Bohême et de la Moravie eut pour effet de galvaniser tardivement l'opinion occidentale. Pour la première fois, en effet, Hitler s'emparait d'une forte population non allemande au mépris

de ses déclarations antérieures suivant lesquelles il ne faisait que redresser les torts historiques du traité de Versailles et réintégrer au Reich des populations de souche allemande. À Londres, Paris et ailleurs, ceux que la politique d'apaisement envers l'Allemagne de Hitler laissait sceptiques réclamaient désormais une réponse bien plus ferme.

Le 31 mars 1939, le gouvernement britannique accorda donc une garantie à la Pologne, considérée comme la prochaine cible des intentions agressives de Hitler : « Si quelque action menaçait clairement l'indépendance de la Pologne et si les Polonais jugeaient vital de résister par la force à cette action, la Grande-Bretagne viendrait à leur aide²⁸. » En pratique, bien entendu, la Grande-Bretagne ne pouvait pas faire grand-chose en cas d'invasion allemande : ses ressources en hommes et en matériel rendaient tout simplement peu réaliste la perspective d'une intervention active en Europe centrale. La garantie n'en était pas moins une expression de solidarité et de soutien destinée à renforcer la résolution des Polonais, mais aussi à rassurer les Français en leur signifiant que la Grande-Bretagne demeurait engagée dans les affaires du continent. Qui plus est, il s'agissait de marquer une limite, de faire savoir qu'une nouvelle agression allemande serait intolérable : l'équivalent diplomatique du « jeu du poulet », a pu écrire un historien²⁹.

Comme c'était à prévoir, Hitler enragea d'être mis en échec par les Britanniques. Il était à la chancellerie du Reich quand il apprit la garantie. Ainsi que le rapporta l'amiral Wilhelm Canaris, il eut du mal à dissimuler sa contrariété :

Hitler, écumant de rage, s'était mis à arpenter son bureau à grands pas, tambourinant du poing sur la table de marbre en proférant d'incessantes malédictions. Puis, les yeux étincelants d'une lueur sinistre, il

avait prononcé cette menace : « Je leur ferai avaler, à ceux-là, un philtre infernal³⁰ ! »

Le lendemain, avant un rassemblement à Wilhelmshaven, il apporta sa réponse : « Aucune force sur terre ne pourrait briser la puissance allemande, et si les Alliés occidentaux pensaient que l'Allemagne resterait passive tandis qu'ils poussaient leurs "États satellites" à agir selon leurs intérêts, ils se sont cruellement trompés. » Et de conclure d'un ton menaçant : « Qui se déclare prêt à tirer les marrons du feu pour les grandes puissances doit s'attendre à se brûler les doigts³¹. »

C'est alors que l'idée d'un nouveau rapprochement avec Moscou semble avoir germé dans l'esprit des dirigeants berlinois. D'abord conçue comme un « petit jeu » destiné à intimider les Polonais, elle fut évoquée pour la première fois à la mi-avril – le rôle clé revenant à Göring plutôt qu'à Ribbentrop³². Dans son journal, l'idéologue nazi Alfred Rosenberg raconte avoir parlé avec Göring de la possibilité d'un tel alignement : « S'il s'agit de la *vie* de l'A. [l'Allemagne], il faudrait même envisager d'avancer provisoirement main dans la main avec Moscou³³. » Hitler n'était pas vraiment chaud, rappelant à Ribbentrop qu'il avait « combattu le communisme » toute sa vie. Mais, selon ce dernier, il aurait changé d'avis au début de mai, quand on lui montra au Berghof une séquence d'actualités où Staline passait en revue un défilé militaire. Par la suite, prétendit Ribbentrop, Hitler se dit intrigué, le visage de Staline « lui plut » : le dirigeant soviétique avait « l'air d'un homme avec lequel on pouvait traiter ». Sur ce, il donna à Ribbentrop l'autorisation de poursuivre les négociations³⁴. Restait à voir si l'idée pouvait tenter un tant soit peu les Soviétiques.

De fait, l'Union soviétique était mûre pour un changement d'approche en politique étrangère. Tardivement convertie au principe de la « sécurité collective » pour dissuader l'agression fasciste, elle avait espéré que l'action concertée – via la politique du « Front populaire » orchestrée par le Komintern ou les nobles idéaux de la Société des Nations, à laquelle elle finit par adhérer en 1934 – pourrait contenir et vaincre Hitler. Au printemps de 1939, cependant, elle avait commencé à réviser sa position. La « sécurité collective » ayant été déjà discréditée par l'échec international face au révisionnisme allemand et à l'agression italienne contre l'Abyssinie, les Soviétiques étaient définitivement revenus de leurs illusions face au manque de vigueur de l'Ouest à Munich et s'étaient de plus en plus convaincus que les Britanniques et les Français seraient ravis de pactiser avec Hitler à leurs dépens³⁵. Au moment même où Göring concoctait son « petit jeu », Staline s'ouvrait donc à de nouvelles suggestions en matière de politique étrangère – dérivant même vers l'unilatéralisme, où les accords bilatéraux pratiques remplaceraient les précédents engagements multilatéraux.

Dans un discours du 10 mars 1939 au XVIII^e Congrès du Parti communiste, quelques jours avant que Hitler n'envoie ses troupes à Prague, Staline s'en était pris à l'Occident avec une virulence inédite : un « nouveau partage du monde » était en cours, où les États agresseurs gagnaient des sphères d'influence et des colonies aux dépens des « États non agresseurs³⁶ ». Or, au lieu de résister à l'agression, comme le prescrivaient les principes de la sécurité collective, les Britanniques et les Français étaient de mèche avec les agresseurs, se retirant et battant en retraite, faisant « concession sur concession [...], soucieux de ne pas les gêner dans leur œuvre malfaisante ». Loin d'être motivées

par la simple lâcheté, poursuivit Staline, les puissances occidentales voulaient encourager les agresseurs à s'embourber dans une guerre avec l'Union soviétique, par laquelle les deux camps « se saigneraient et s'épuiseraient mutuellement » jusqu'à ce que les « belligérants affaiblis » soient prêts à se plier aux conditions dictées une fois de plus par le monde capitaliste. Tel était, selon lui, le « vrai visage » de la « politique de non-intervention³⁷ ».

Sans doute se trouvait-il à l'Ouest quelques antibolcheviks enrégés pour souscrire à ce point de vue, mais ce n'était certainement pas un reflet juste de l'opinion ou de la politique occidentale. La réalité est plutôt que Staline essayait de donner un sens au monde extérieur à travers les œillères de l'idéologie communiste et le brouillard de sa paranoïa. Le problème idéologique majeur de Staline venait de ce que, suivant les préceptes du marxisme-léninisme, il était incapable de différencier clairement le nazisme du capitalisme occidental « ordinaire ». Dans la doctrine communiste, ils n'étaient que les deux faces de la même monnaie maléfique, même si le nazisme semblait plus avancé sur la voie de sa chute « inévitable ». Dans la perspective soviétique, les relations avec le monde extérieur – démocratique aussi bien que totalitaire – ne pouvaient donc jamais être normales. Pour Moscou, toute relation était un jeu à somme nulle, avec en unique point de mire l'avantage et la sécurité de l'URSS.

L'Union soviétique n'avait donc guère intérêt à aider ses ennemis idéologiques à maintenir le *statu quo* et n'avait pas peur de fomenté des conflits entre ses rivaux afin de pouvoir exploiter à son profit les troubles et les bouleversements qui s'ensuivraient. À cet égard, l'approche soviétique était en réalité beaucoup plus proche de celle des nazis. Staline l'expliqua plus tard, non sans maladresse, à l'ambassadeur britannique Stafford Cripps :

L'URSS avait souhaité bousculer le vieil équilibre [...]. L'Angleterre et la France avaient voulu le préserver. L'Allemagne voulait elle aussi changer l'équilibre, et ce désir commun de se débarrasser du vieil équilibre a créé la base du rapprochement avec l'Allemagne³⁸.

En privé, Staline était plus sincère sur ses motivations. Ainsi aurait-il exposé sa pensée le 19 août 1939 lors d'une réunion secrète du Politburo, recommandant d'accepter la proposition hitlérienne d'un pacte de non-agression dans l'idée que le conflit entre l'Allemagne et l'Ouest serait inévitable ; l'URSS pourrait « rester sur la touche » et « espérer une entrée avantageuse dans la guerre ». Staline aurait ensuite esquissé un certain nombre de scénarios où les perspectives de « révolution mondiale » se trouveraient renforcées. Et de terminer en déclarant que l'URSS « doit tout faire pour s'assurer que la guerre dure le plus longtemps possible afin d'épuiser les deux camps³⁹ ».

Ce texte, que Staline traita de « bêtises », passe généralement pour un faux fabriqué durant la guerre pour discréditer l'Union soviétique⁴⁰. Il n'en reste pas moins vrai que sa teneur sonne assez souvent juste et cadre avec les propos de Staline et d'autres à la même époque. Quelques jours après la signature du pacte avec l'Allemagne, par exemple, Staline expliqua à ses acolytes que l'accord et la guerre offraient l'occasion de miner le capitalisme :

Une guerre a lieu entre deux groupes de pays capitalistes [...] pour le partage du monde, pour régner sur le monde ! Nous n'avons rien contre le fait qu'ils se combattent un bon coup et qu'ils s'affaiblissent l'un l'autre. Cela ne serait pas mal si, grâce à l'Allemagne,

la situation des pays capitalistes les plus riches était ébranlée (en particulier l'Angleterre). Hitler, sans le comprendre, ni le vouloir lui-même, ébranle, sape le système capitaliste. [...] Nous pouvons manœuvrer, pousser un côté contre l'autre, pour qu'ils se déchirent encore mieux⁴¹.

Molotov développa ces idées l'été suivant lors d'une rencontre avec le communiste lituanien Vincas Krėvė-Mickevičius, où il médita sur ce que la guerre pouvait signifier pour l'Union soviétique : « Nous sommes plus que jamais convaincus que notre brillant camarade Lénine ne s'est pas trompé quand il nous a assuré que la Seconde Guerre mondiale nous aidera à prendre le pouvoir dans l'Europe entière comme la première nous a aidés à prendre le pouvoir en Russie. » Il expliqua ensuite que le pacte avec l'Allemagne nazie s'accordait avec cet idéal général.

Aujourd'hui nous soutenons l'Allemagne, mais juste assez pour l'empêcher d'être étouffée avant que les masses misérables et faméliques des nations belligérantes ne reviennent de leurs illusions et ne se dressent contre leurs dirigeants. La bourgeoisie allemande trouvera alors un accord avec son ennemie, la bourgeoisie alliée, pour joindre leurs forces afin d'écraser le prolétariat soulevé. Mais à ce moment-là, nous viendrons avec des forces fraîches, bien préparées et sur le territoire de l'Europe occidentale, je crois, quelque part près du Rhin, se déroulera la bataille finale entre le prolétariat et la bourgeoisie dégénérée qui décidera à jamais du destin de l'Europe. Nous sommes convaincus que c'est nous, non pas la bourgeoisie, qui gagnerons cette bataille⁴².

La dernière partie était très certainement une chimère stalinienne, une exagération calculée pour enthousiasmer et inspirer un cadre communiste de province, mais que l'on ait pu évoquer à Moscou de telles ambitions en dit long : cela faisait sans conteste partie du scénario.

Ceux qui persistent à voir l'Union soviétique en rose, notamment, continuent d'attribuer à sa politique de 1939 une nature essentiellement « défensive », motivée par le désir de tenir Hitler à distance et de gagner du temps pour préparer une attaque inévitable. Cette approche contient à tout le moins un soupçon de rationalisation rétrospective, mais elle ne trouve absolument aucun écho contemporain⁴³. Quand, beaucoup plus tard, Molotov confessa que sa mission, en tant que ministre des Affaires étrangères, était de « reculer autant que possible les frontières⁴⁴ » de l'URSS, ce n'était ni une exagération ni un effet de tribune : il exprimait une vérité fondamentale. Pour l'Union soviétique, l'expansion territoriale et la propagation du communisme faisaient partie de sa raison d'être : elle avait cherché à s'étendre à l'ouest en 1920, et elle le fit avec des résultats spectaculaires en 1944-1945. On n'a aucune raison de penser que l'expansion à l'ouest *ne* faisait *pas* partie du plan en 1939. Loin d'être défensifs, les motifs de Staline étaient donc à tout le moins « passifs-agressifs », révélant une hostilité sous-jacente profonde au monde extérieur en général cachée sous les vocables de « non-agression » ou de « neutralité ». Le pacte germano-soviétique lui offrit une occasion en or pour « secouer l'arbre » : mettre en branle des forces historiques mondiales tout en demeurant extérieurement neutre et en préservant l'Armée rouge pour de futures batailles – qu'elles fussent livrées sur le Rhin ou ailleurs.

Pour essayer de tirer avantage de l'occasion que pouvait représenter un rapprochement avec l'Allemagne, Staline devait commencer par écarter Maxime Litvinov, de longue date ministre des Affaires étrangères. La soixantaine passée, Litvinov était un bolchevik de la vieille école : avant 1917, il avait fait une bonne partie de sa carrière en exil, servant la cause communiste comme trafiquant d'armes et propagandiste avant de devenir diplomate. Depuis 1930, il servait Staline comme ministre des Affaires étrangères et, à ce titre, il était devenu synonyme de la politique de sécurité collective, usant de son charme et de sa courtoisie pour arracher l'Union soviétique à son isolement et lui donner une once de respectabilité diplomatique.

Au début de l'été 1939, cependant, Litvinov était sur un terrain glissant. De fait, compte tenu de l'échec flagrant de la politique de sécurité collective, il est même étonnant qu'il n'ait pas été écarté plus tôt. En mai, ses liens étroits avec la politique rejetée le rendaient même gênant pour Staline. De plus, en tant que Juif n'ayant cessé de critiquer les nazis – qui en retour se moquaient de lui en le surnommant « Litvinov-Finkelstein⁴⁵ » –, Litvinov manquait visiblement de la souplesse nécessaire dans une situation internationale nouvelle et délicate. Invoquant la « déloyauté » de son ancien ministre qui n'avait pas « appliqué la ligne du parti⁴⁶ », Staline avait donc écarté Litvinov de ses fonctions. Loin de recevoir une montre en or et d'être poussé vers la retraite, Litvinov fut arrêté par le NKVD – son bureau encerclé, son téléphone coupé et ses aides interrogés, manifestement pour leur arracher des informations compromettantes⁴⁷. Il eut la chance de survivre à l'épreuve.

Son successeur aux Affaires étrangères fut le plus fidèle acolyte de Staline, Viatcheslav Molotov, d'une indéfectible loyauté envers la « ligne du Parti » et la personne de Staline.

Scriabine de son vrai nom, il était né en 1890 et avait fait un apprentissage assez stéréotypé de révolutionnaire : vie de conjuré, périodes d'exil en Sibérie et même – comme Lénine et Staline – adoption d'un « nom de guerre » : le sien vient du mot russe *molot*, « marteau ». Au moment de la révolution de 1917, Molotov s'était trouvé à Petrograd, dirigeant le journal du Parti communiste, la *Pravda*. Il ne tarda pas à s'imposer comme un membre de premier plan du soviet de Petrograd et, avec le temps, comme un protégé de Staline. Ce petit homme à lunettes ne fut jamais un militaire ni un grand orateur : lui-même se considérait avant tout comme un journaliste. D'après ses contemporains, il était assez incolore : bureaucrate besogneux, à cheval sur la doctrine bolchevique, sa capacité à tenir d'interminables réunions au Kremlin lui avait valu le surnom de « camarade Cul-de-pierre ». Aussi pédant que loyal, il lui arrivait même de corriger ceux qui osaient utiliser son surnom, assurant que Lénine l'avait appelé « Cul-de-fer ». Mesquin et vindicatif, il n'hésitait pas à réclamer la peine de mort pour ceux qui le contrariaient⁴⁸.

Ce sont ces traits qui permirent à Molotov de se hisser au sommet de la politique soviétique pour devenir d'abord chef de l'organisation du parti à Moscou puis président du Conseil des commissaires du peuple en 1930 ; à ce titre, c'est lui qui supervisa la brutale campagne de collectivisation en Ukraine dans les années 1932-1933. Absolument et inconditionnellement fidèle à Staline, Molotov survécut aux purges de la fin des années 1930, autorisant même personnellement des milliers d'exécutions. Lui-même le reconnut plus tard avec une brutale désinvolture : « J'ai signé la plupart – en fait presque la totalité – des listes d'arrestations. Nous débattions et prenions une décision. Il fallait toujours agir vite. Pouvions-nous entrer dans les

détails⁴⁹ ? » Quand Staline le nomma ministre des Affaires étrangères, Molotov n'était donc plus vraiment un « bureaucrate incolore » : il avait du sang jusqu'au cou. Il n'avait pourtant aucune expérience des affaires internationales, ne connaissait pas grand-chose du monde extérieur, ne parlait pas d'autre langue que le russe et n'avait fait qu'un seul bref séjour à l'étranger. Un éminent historien a pu le décrire comme « l'un des plus fieffés crétins qui ait jamais détenu le portefeuille des Affaires étrangères dans une grande puissance au cours de ce siècle⁵⁰ ». Sa seule qualification était d'être l'homme de Staline.

Si sa nomination fut, de la part de Staline, un geste audacieux, ce fut aussi le signe que la politique extérieure était désormais largement entre ses mains. Cela ne voulait pas nécessairement dire que la sécurité collective était morte, mais c'était un signal fort à l'adresse du monde extérieur, et de l'Allemagne nazie en particulier : désormais, Moscou examinerait *toutes* les options de politique étrangère. Au cas où Berlin n'aurait pas saisi le message de la chute de Litvinov, Staline ordonna aussi, pour faire bonne mesure, que le ministère des Affaires étrangères soit purgé des Juifs : « Heureusement qu'il me l'a dit », se souvint plus tard Molotov. « Parce que les Juifs formaient la majorité absolue de la direction et des ambassadeurs. Ce qui est évidemment mauvais⁵¹. »

Curieusement, de même que la nomination de Molotov avait concentré tous les leviers de la politique étrangère entre les mains du dictateur soviétique, un processus analogue avait eu lieu l'année précédente à Berlin avec la nomination de Ribbentrop aux Affaires étrangères. Si ce dernier s'était abstenu de balayer les mandarins de son administration, il ne devait pas se priver de promouvoir ses favoris, souvent peu qualifiés, à des postes importants. L'ascension

de Martin Luther est à cet égard révélatrice. Entré au ministère de la Wilhelmstrasse dans les pas de Ribbentrop en février 1939, Luther dirigeait le nouveau « Bureau de liaison du Parti », essentiellement chargé de protéger les intérêts de son patron dans les luttes internes endémiques du Troisième Reich. Avec le temps, il allait devenir un des acteurs les plus influents de la Wilhelmstrasse, représentant même son ministère à la tristement célèbre conférence de Wannsee en 1942. Pourtant, ses qualités pour occuper de si hautes fonctions étaient pour le moins douteuses : sa principale qualification était d'avoir exercé les fonctions de décorateur intérieur, déménageur et « réparateur » quand Ribbentrop était ambassadeur à Londres⁵².

En dehors du choix contestable de ses acolytes, cependant, c'est avant tout à sa flagornerie servile envers Hitler que Ribbentrop devait sa promotion. De ce fait, sa carrière est étrangement parallèle à celle de Molotov. La nomination de ces deux nullités et béni-oui-oui marqua de fait la concentration du pouvoir entre les mains de Hitler et de Staline. Sans voix modératrices pour les retenir ou leur prodiguer d'autres conseils, les deux dictateurs étaient libres de négocier l'un avec l'autre.

Malgré tout, la politique allemande tarda à prendre conscience des possibilités que pouvait offrir un arrangement avec Staline. Bien entendu, d'aucuns au ministère des Affaires étrangères – parfois appelés les « Orientaux » comme l'ambassadeur Schulenburg – prônaient de longue date une nouvelle version du traité de Rapallo (1922), par lequel l'Allemagne et la Russie soviétique avaient joui d'une saison de coopération économique et militaire tout en faisant un pied de nez à l'adresse des puissances occidentales. Malgré l'attrait que pouvait avoir un tel arrangement, cependant, dans les années 1930, la voix de ses partisans

avait été généralement étouffée par les hommes plus en accord avec le *Zeitgeist* antibolchevique. Le « petit jeu » de Göring – si cynique que fût sa manœuvre – avait toutefois donné momentanément aux « Orientaux » un chef ; brièvement, tout au moins, leurs idées furent prises au sérieux. Ils ne manquaient pas d'arguments : non seulement un pacte avec Moscou libérerait Hitler en lui permettant de s'occuper de la Pologne et des puissances occidentales, mais il pouvait aussi préserver l'Allemagne des pires effets d'un blocus britannique en faisant venir d'URSS vivres et matières premières.

Pour réaliser cette quadrature du cercle idéologique, certains, à Berlin, réussirent à se convaincre que l'Union soviétique se « normalisait » – la politique du « socialisme dans un seul pays » adoptée par Staline étant censée rompre avec le communisme expansionniste pour aller dans une nouvelle direction plus nationale. C'est largement ce que dit Ribbentrop en août 1939 quand il expliqua le pacte à ses missions étrangères : « Sous Staline, le bolchevisme russe a connu un changement structurel décisif. L'idée de révolution mondiale s'est effacée au profit d'un attachement à l'idée du nationalisme russe et au projet de consolider l'État soviétique sur ses bases sociales, territoriales et nationales actuelles⁵³. » Autrement dit, les jours sombres où Moscou fomentait la guerre des classes et propageait la révolution mondiale appartenaient désormais au passé.

C'était largement prendre ses désirs pour la réalité, une justification *ex post facto*, mais il y avait aussi d'autres esprits, plus posés que Ribbentrop, pour voir des similitudes. Un mois plus tôt, à la fin de juillet, par exemple, le négociateur allemand Karl Schnurre avait attiré l'attention de son homologue soviétique sur la question de l'idéologie : « Malgré les différences de leurs visions du monde, il existe

un élément commun aux idéologies de l'Allemagne, de l'Italie et de l'Union soviétique : l'opposition aux démocraties capitalistes. Ni nous ni l'Italie n'avons rien en commun avec l'Occident capitaliste. Il nous paraît donc assez contre-nature qu'un État socialiste se range aux côtés des démocraties occidentales⁵⁴. »

Ribbentrop entonna le même refrain dans les premières salves de son flirt avec Moscou, en août 1939, déclarant que les « philosophies différentes n'empêchaient pas une relation raisonnable » et suggérant que l'« expérience passée » montrait que les « démocraties occidentales capitalistes » étaient les « ennemies implacables de l'Allemagne nationale-socialiste et de la Russie soviétique⁵⁵ ». Les nazis imaginaient au moins que les Soviétiques et eux pourraient trouver un terrain d'entente dans leur antipathie partagée envers la Grande-Bretagne et la France. Staline et Hitler semblaient se rapprocher toujours plus.

Hitler, pour sa part, était largement insensible à ces fioritures idéologiques. Pour lui, la logique de l'initiative était d'une simplicité brutale. À en croire Goebbels, l'idée d'un pacte avec Staline lui était venue en prenant conscience qu'il se trouvait acculé : « Le Führer pense qu'il [Staline] est en position de quémendeur et que les mendiants n'ont pas le choix [...]. En temps de famine, nota-t-il sombrement, le diable se nourrit de mouches⁵⁶. » Hitler présenta sa décision de manière un peu plus positive. Le 22 août, à l'Obersalzberg, il exposa à ses paladins et à ses généraux les défis qui les attendaient. Justifiant le pacte avec les Soviétiques, il expliqua : « Il n'y a que trois grands hommes d'État au monde : Staline, moi et Mussolini. Le plus faible est Mussolini. » Qui plus est, ajouta-t-il, Staline était « très malade ». Le pacte n'était que temporaire, destiné à isoler la Pologne et à déjouer le blocus britannique en ouvrant

l'accès aux matières premières russes. Puis, « après la mort de Staline [...], nous briserons l'Union soviétique et poindra l'aube de la domination allemande de la Terre⁵⁷ ».

Pendant ce temps, les Britanniques et les Français n'étaient pas restés les bras croisés ; ils avaient fait un timide effort pour gagner Staline à leur cause, envoyant une délégation commune formée d'un amiral britannique et d'un général français qui arrivèrent à la mi-août en URSS. Mais cette mission sembla à tous égards presque ridiculement contre-productive. Il avait d'abord été difficile de parvenir à Moscou, et la délégation s'était rabattue sur un vieux navire marchand, *The City of Exeter*, qui mit six jours à rejoindre la Baltique – ce qui n'était pas de nature à convaincre les Soviétiques du sérieux des Alliés. Par ailleurs, le nom à rallonge du chef de la mission, l'amiral sir Reginald Ranfurly Plunkett-Erle-Drax n'était pas vraiment de nature à lui attirer les bonnes grâces des prophètes de la révolution prolétarienne.

Il y eut cependant aussi des soucis plus pratiques. Malgré leur rang, l'amiral Drax et le général Doumenc n'étaient pas ministres des Affaires étrangères et n'avaient donc pas l'autorité nécessaire pour engager de sérieuses négociations matérielles avec les Soviétiques. De surcroît, il est douteux qu'un accord ait véritablement été jamais envisagé. À l'Ouest, beaucoup se méfiaient de Moscou autant que Moscou se méfiait d'eux. En mars 1939, le Premier ministre britannique Neville Chamberlain fit part à un ami de sa « méfiance la plus profonde envers la Russie » : « Je me méfie de ses mobiles, qui me paraissent avoir fort peu de lien avec nos idées de liberté et ne chercher qu'à provoquer une foire d'empoigne générale⁵⁸. » On comprend donc aisément que la délégation alliée à Moscou ait reçu pour consigne d'« aller très lentement », de faire traîner en

longueur les négociations pour dissuader Hitler de lancer une campagne durant l'été et le frustrer ainsi de l'occasion d'envahir la Pologne⁵⁹. Motivés par l'antibolchevisme instinctif de leurs gouvernements, les deux envoyés firent semblant : ils parlèrent aux Soviétiques en se bouchant le nez, apparemment dans l'espoir que leur simple présence à Moscou, faisant surgir le spectre d'une alliance anglo-franco-soviétique, suffirait à dissuader Hitler. Jamais, a pu écrire un historien, alliance ne fut recherchée avec moins d'enthousiasme⁶⁰.

Les insuffisances de cette approche sautèrent presque aussitôt aux yeux. La Pologne était naturellement la clé des négociations. Prochaine cible de Hitler, le pays était géographiquement destiné à se trouver coincé entre le marteau de Berlin et l'enclume de Moscou – d'où sa place dans le maquignonage diplomatique de l'été. Pourtant, Drax ne tarda pas à s'apercevoir qu'il n'avait pas grand-chose à offrir aux Soviétiques au-delà du maintien par principe du *statu quo*. Piégé par la garantie anglo-française apportée plus tôt, cette même année, à la Pologne, sa délégation n'avait rien de substantiel à offrir et ne réussit pas même à obtenir des Polonais un accord pour laisser passer les troupes soviétiques dans l'est du pays en cas de menace allemande. L'intransigeance de Varsovie n'était pas simple obstination. Les Polonais gardaient un vif souvenir de l'invasion soviétique de leur pays au cours de la guerre soviéto-polonaise de 1919-1921 : Moscou avait échoué de justesse aux portes de Varsovie dans sa première tentative pour propager le communisme à l'ouest⁶¹. De plus, les régions orientales de la Pologne comptant des minorités récalcitrantes de Biélorusses et d'Ukrainiens, Varsovie pouvait légitimement craindre que, une fois sur place, l'Armée rouge ne reparte jamais.

Le 14 août, alors que Drax et Doumenc discutaient des possibilités d'une action commune avec le commissaire soviétique à la Défense, le maréchal Kliment Vorochilov, cette faille du plan anglo-français sauta vite aux yeux. Quand Vorochilov demanda sèchement si les forces soviétiques pourraient traverser le territoire polonais, le général et l'amiral ne purent que se tortiller et tergiverser, répondant par des platitudes et des esquives, promettant vaguement que ces points seraient éclaircis le moment venu. Nullement impressionné, Vorochilov mit fin à l'entrevue, disant son « regret » que cette « question cardinale » n'ait pas été prise en considération. Que les négociations aient calé n'était peut-être pas vraiment une surprise⁶².

Les Allemands, quant à eux, n'avaient pas ce genre d'inhibitions et, pour obtenir un accord, se firent un plaisir d'offrir aux Soviétiques des gains territoriaux et stratégiques – aux dépens des autres. Johnnie von Herwarth devait le confesser après la guerre : « Si nous avons pu conclure un accord avec les Soviétiques, c'est que, sans nous heurter à l'opinion allemande, nous pouvions livrer à la Russie les États baltes et la Pologne orientale. Avec leurs opinions publiques, les Britanniques et les Français ne pouvaient le faire⁶³. » Contrastant avec l'hésitation et l'impuissance de l'amiral Drax, le télégramme que Ribbentrop adressa le 14 août à son ambassadeur à Moscou respirait la confiance et l'optimisme : « Il n'existe pas de véritables conflits d'intérêts entre l'Allemagne et la Russie. Entre la Baltique et la mer Noire, il n'est pas de question qui ne puisse être réglée à la satisfaction complète des deux parties⁶⁴. »

Qui plus est, Ribbentrop était prêt à se rendre en personne à Moscou pour négocier. Berlin avait envisagé d'envoyer le conseiller juridique de Hitler, plus tard gouverneur général de la Pologne, Hans Frank, pour mener les négociations,

mais il lui avait finalement préféré Ribbentrop⁶⁵. Les archives ne permettent guère de dire si ce changement fut le fruit d'une poussée d'ego de la part de ce dernier ou d'un calcul pragmatique : un ministre de premier plan aurait plus de poids dans la capitale soviétique.

À en croire Ribbentrop lui-même, Hitler l'aurait choisi parce qu'il était « le mieux à même de comprendre⁶⁶ ». Quoi qu'il en soit, il est certain que Molotov fut très séduit à l'idée que le ministre allemand des Affaires étrangères venait lui-même négocier. Comme Schulenburg l'indiqua le 16 août à Berlin, Molotov trouvait le geste « personnellement très flatteur » et y voyait une « preuve de nos bonnes intentions » – en le comparant avantageusement avec le rang des précédents visiteurs étrangers⁶⁷.

Impressionnés par cette approche œcuménique et pratique, les Soviétiques poursuivirent leurs négociations clandestines avec Berlin tout en continuant des discussions publiques, de plus en plus irrégulières, avec les Britanniques et les Français. Malgré le machiavélisme affiché dans la capitale soviétique, il semblait prévaloir au fond un authentique sentiment. « Parmi les ambassades occidentales de Moscou, rappela Johnnie von Herwarth, on était quasi unanimes à penser, cet été-là, que Staline avait plus d'estime pour les Allemands que pour les autres puissances occidentales, et qu'il leur faisait certainement plus confiance⁶⁸. » Aussi le mois d'août fut-il occupé par des coups de sonde en direction de Berlin, des réunions et des essais de clarification des positions respectives, en sorte que, dans l'avant-dernière semaine du mois, les projets de traité avaient été rédigés, échangés et provisoirement acceptés⁶⁹. Le processus s'était nourri du désir impérieux de Hitler de conclure le pacte à temps pour son invasion de la Pologne, initialement prévue pour le 26 août, et de mettre l'Ouest devant le fait

accompli. Sur la base de ces discussions, un accord économique soviéto-allemand fut signé le 20 août à Berlin, au petit matin, prévoyant un échange de matières premières soviétiques contre des produits finis allemands et une facilité de crédit de 200 millions de Reichsmarks. Ce jour-là, dans son journal, Goebbels se montra inhabituellement laconique – « les temps changent⁷⁰ » – mais il savait fort bien la signification première de l'accord : les deux parties y voyaient le préliminaire du traité politique capital.

Ce même jour, des événements plus à l'est poussèrent les Soviétiques à se décider. Dans son flirt avec Berlin, Moscou s'était toujours souciee de mettre fin au soutien allemand à la campagne japonaise contre l'Armée rouge en Extrême-Orient, soulevant la question à plusieurs reprises au cours des négociations. Le 20 août, cependant, le problème parut s'être finalement résolu tout seul. Ce jour-là, après un été d'escarmouches peu concluantes à la frontière entre la Mongolie et la Mandchourie, les forces soviétiques attaquèrent l'Armée impériale japonaise près de la rivière Khalkhin Gol, recherchant un résultat décisif qui ferait reculer les Japonais. Pendant que la bataille faisait rage – elle devait durer onze jours avant la déroute finale des Japonais –, Staline ne savait trop s'il aurait besoin de forces supplémentaires à l'est et hésitait donc à prendre de nouveaux engagements à l'ouest – notamment ceux que lui suggéraient, certes tièdement, les Britanniques et les Français. Si l'offre hitlérienne de gains territoriaux en contrepartie de sa non-belligérance n'était pas déjà assez attrayante, la bataille de Khalkhin Gol dû l'aider à arrêter sa décision⁷¹.

Dès lors, les événements se précipitèrent. Le 21 août au matin eut lieu une dernière réunion entre la délégation de Drax et ses partenaires soviétiques, mais apparemment aucune des deux parties n'avait de nouvelles propositions,

si bien que la rencontre fut ajournée *sine die*. La politique occidentale de procrastination était à court de lendemains. En revanche, les discussions avec les Allemands sur le projet de pacte progressaient à grands pas, et même si Staline aurait bien voulu un délai, en attendant que la situation sur sa frontière sud-est se clarifie, Hitler était résolu à forcer le rythme. La veille au soir, le Führer avait adressé un télégramme personnel à Staline, demandant que Ribbentrop fût reçu à Moscou pour régler sans délai les derniers détails⁷². Cette ultime initiative fort peu orthodoxe dut faire grande impression sur le dirigeant soviétique. Habitué à être traité comme un pestiféré sur la scène politique mondiale, Staline désirait ardemment la reconnaissance et le respect qu'impliquait une approche directe. Cet après-midi-là, Hitler était sur l'Obersalzberg quand il reçut sa réponse : Ribbentrop était attendu le 23 août, dans l'espoir que le projet de pacte marquerait un « tournant positif » dans les relations soviéto-allemandes⁷³. D'après Albert Speer, qui assista à la scène au Berghof, Hitler « regarda un instant devant lui en devenant tout rouge, tapa sur la table à faire tinter les verres et s'écria d'une voix de fausset : "Je les ai ! je les ai!"⁷⁴ »

Kto kogo poimal ?, « Qui a qui ? » aurait pu demander Staline. Quand les négociations débutèrent au Kremlin dans l'après-midi du 23 août, il donnait assurément l'impression d'un homme qui avait toutes les cartes en main. Les civilités terminées, les quatre hommes – Ribbentrop, Staline, Molotov et Schulenburg – entrèrent dans le vif du sujet. Les projets de traité ayant été convenus les jours précédents, il ne restait en réalité qu'à finaliser les termes et à préparer les documents nécessaires. Ribbentrop n'en commença pas moins par une suggestion audacieuse, vraisemblablement destinée à prendre l'initiative : au nom de Hitler, il proposa que le pacte de non-agression germano-soviétique ait une

durée de cent ans. Imperturbable, Staline répondit d'un ton froid : « Si nous acceptons cent ans, les gens se moqueront, diront que nous ne sommes pas sérieux. Je propose dix ans⁷⁵. » Démonté, Ribbentrop acquiesça humblement.

La discussion porta très vite sur l'essence de l'accord soviéto-nazi, le fameux « protocole secret » par lequel les deux parties devaient se diviser les dépouilles de leur collaboration. L'initiative vint du côté soviétique⁷⁶. Voyant que Hitler était impatient de donner suite à ses projets d'invasion de la Pologne, Staline essaya d'obtenir le maximum de concessions territoriales. « À côté de cet accord, annonça-t-il, il y aura un accord supplémentaire que nous ne publierons nulle part », ajoutant qu'il voulait une délimitation claire des « sphères d'intérêt » en Europe centrale et orientale⁷⁷. Saisissant la balle au bond, Ribbentrop fit une première offre : « Le Führer accepte que la partie orientale de la Pologne et la Bessarabie ainsi que la Finlande, l'Estonie et la Lettonie, jusqu'à la Dvina, passent toutes dans la sphère d'influence soviétique. » C'était très généreux, mais Staline n'était pas satisfait : il voulait *toute* la Lettonie. Ribbentrop essaya de gagner du temps. Alors qu'il avait reçu toute autorité pour faire les concessions nécessaires, il recourut à une manœuvre habituelle dans les négociations, demandant une suspension pour en référer à l'autorité supérieure. Ne pouvant accéder à la demande soviétique sans consulter Hitler, il obtint un ajournement le temps d'appeler l'Allemagne⁷⁸.

Hitler était encore au Berghof sur l'Obersalzberg, attendant anxieusement des nouvelles des négociations. En cette chaude soirée d'été, il était sur la terrasse, savourant la vue spectaculaire au nord, à travers la vallée, vers l'Unterberg où, selon la légende, le roi Frédéric Barberousse dormait, attendant de se réveiller à l'heure où le pays aurait besoin

de lui. Le temps, rapporta Nicolaus von Below, l'aide de camp de Hitler pour la Luftwaffe, semblait refléter la tension de l'attente. « Tandis que nous allions et venions en discutant ainsi, écrit-il dans ses Mémoires, le ciel se teinta vers le nord en bleu turquoise puis en violet, avant de passer à un rouge terriblement beau. Nous soupçonnâmes d'abord le reflet d'un grand incendie dans une des bourgades situées au nord de l'Unterberg, jusqu'à ce que la couleur rouge envahît tout le ciel et se révélât finalement être une authentique aurore boréale [...]. Très impressionné, je dis au Führer que cette manifestation naturelle présageait une guerre sanglante. Il me répondit que si tel était le cas, que ce soit alors le plus vite possible ; plus on perdrait de temps, plus elle serait sanglante⁷⁹. »

Peu après, avec le coup de fil de Moscou, l'atmosphère se détendit. « Des groupes d'aides de camp, de fonctionnaires, de ministres et de secrétaires se tenaient autour du standard et sur la terrasse », raconta l'adjudant SS Herbert Döhring : « Tout le monde était tendu à force d'attendre⁸⁰. » Quand le téléphone finit par sonner, Hitler garda le silence, le temps que Ribbentrop fasse le point sur les discussions et lui dise que Staline réclamait toute la Lettonie. Une demi-heure plus tard, après avoir consulté une carte, Hitler rappela : « Oui, accepté. » Selon Johnnie von Herwarth, qui reçut l'appel à Moscou, la rapidité de sa réponse témoignait de sa hâte de conclure le pacte⁸¹. Pour Staline, c'était un succès étonnant : en une soirée de négociation et un petit coup de fil, il avait récupéré la quasi-totalité des terres que l'Empire russe avait perdues dans le maelström de la Première Guerre mondiale.

La question des « sphères d'intérêt » – objet essentiel du pacte – étant réglée, la discussion porta sur l'actualité et les ramifications plus générales que pourraient avoir un accord et un pacte de non-agression germano-soviétiques. En tête

de liste figurait le Japon, Staline ayant hâte de savoir ce qu'il en était des liens de l'Allemagne avec Tokyo. Ribbentrop lui assura que l'amitié germano-japonaise n'était en aucune façon dirigée contre l'Union soviétique et proposa même d'intercéder pour régler les désaccords entre Moscou et Tokyo. Staline répondit de nouveau assez froidement, expliquant qu'il serait heureux d'une amélioration des relations, et de l'assistance de l'Allemagne à ce propos, mais il ne fallait pas qu'on sût que l'initiative avait son aval.

La discussion porta ensuite sur l'Italie, la Turquie, la France et la Grande-Bretagne – cette dernière paraissant exciter tout particulièrement Ribbentrop et Staline et leur ouvrant un large terrain d'entente : c'était à qui trouverait les mots les plus forts pour condamner la « perfide Albion ». L'Angleterre était faible, opina Ribbentrop en écho au ton du discours de Staline en mars, et avide d'utiliser les autres au service de ses « prétentions arrogantes à la domination du monde ». Staline acquiesça, ajoutant que l'armée britannique était chétive et que la Royal Navy n'était plus digne de sa réputation : « Si l'Angleterre a dominé le monde, c'est uniquement à cause de la bêtise des autres pays. Étonnant que quelques centaines de Britanniques seulement aient dirigé l'Inde⁸². »

Mais, prévint Staline, les Britanniques pouvaient être des combattants obstinés et habiles. À la différence des Britanniques et des Français, répondit Ribbentrop, il n'était pas venu chercher de l'aide : l'Allemagne était parfaitement capable de s'occuper toute seule de la Pologne et de ses alliés occidentaux. Selon Ribbentrop, Staline réfléchit un moment avant de répondre :

Le point de vue de l'Allemagne [...] mérite l'attention. L'Union soviétique a cependant à cœur de préserver une Allemagne forte, et en cas de conflit armé entre

l'Allemagne et les démocraties occidentales, les intérêts de l'Union soviétique et de l'Allemagne coïncident complètement. Jamais l'Union soviétique ne laissera l'Allemagne sombrer dans une situation difficile⁸³.

Les discussions terminées, l'humour reprit ses droits. Quand Ribbentrop essaya d'expliquer, de manière peu convaincante, que le pacte anti-Komintern – l'alliance anti-communiste conclue trois ans plus tôt entre l'Allemagne et le Japon – n'était pas vraiment dirigé contre l'Union soviétique, mais contre les démocraties occidentales, Staline répondit que c'était la « City de Londres » et les « boutiquiers anglais » qui en avaient été les plus effrayés. Ribbentrop abonda dans ce sens : selon une blague qui avait cours à Berlin ces derniers temps, Staline lui-même envisageait maintenant de rejoindre le pacte anti-Komintern⁸⁴. De la part d'un Ribbentrop par ailleurs dénué d'humour, c'était presque drôle.

Après ce tour d'horizon, un projet de communiqué, rédigé à la hâte en deux langues dans l'antichambre, fut soumis à l'examen des négociateurs. Ribbentrop avait préparé un préambule élaboré, excessif, au projet soviétique de traité, multipliant les références à l'« amitié naturelle » entre les deux pays. Beaucoup plus sobre, Staline demeura impassible : « Vous ne croyez pas que nous devons prêter un peu plus attention à l'opinion publique de nos deux pays ? Voici maintenant de longues années que nous nous versons des seaux de merde sur la tête, et que nos services de propagande n'allient jamais assez loin dans ce sens. Et maintenant, subitement, nous allons faire croire à nos peuples que tout est oublié et pardonné ? Les choses n'évoluent pas aussi vite. Dans notre pays, et probablement aussi en Allemagne, il faudra préparer lentement l'opinion

publique au changement de nos relations que va entraîner ce traité⁸⁵. »

De nouveau dominé, Ribbentrop ne put que se soumettre humblement et se rallier au préambule de la version soviétique initiale. Moyennant quelques modestes altérations, le texte du traité – un court document de sept petits paragraphes – fut contrôlé et accepté par les deux parties. Les deux pays convenaient de s'abstenir de toute action agressive l'un contre l'autre, mais aussi de garder le contact et de se consulter sur leurs intérêts communs. Les différends seraient réglés à l'amiable ou, au besoin, par un arbitrage. Fait inhabituel, le traité entrerait en vigueur immédiatement, dès la signature, plutôt qu'après sa ratification.

Le protocole secret accompagnant le traité était tout aussi concis, avec quatre articles seulement délimitant les « sphères d'influence » nazie et soviétique qui devaient s'appliquer en cas de « réorganisation territoriale et politique ». En conséquence, l'Union soviétique hériterait de la Finlande, de l'Estonie et de la Lettonie jusqu'à la frontière de la Lituanie, laquelle reviendrait à l'Allemagne. En Pologne, la frontière entre les deux signataires suivrait la ligne du San, du Narew et de la Vistule, disséquant ainsi nettement le pays. Au sud, Moscou exprima son « intérêt » pour la province roumaine de Bessarabie, tandis que l'Allemagne signifiait son « désintéressement politique complet ». Enfin, les deux parties s'accordaient pour garder « strictement secret » le protocole⁸⁶. Avec sa rhétorique pieuse et ampoulée sur les « impérialistes » pernicious et leurs « sphères d'intérêt » cyniques, l'Union soviétique ne pouvait guère admettre avoir pris des dispositions semblables. Le sujet était si sensible qu'on a spéculé que, du côté soviétique, seuls Staline et Molotov eurent connaissance du protocole secret⁸⁷.

Le travail terminé, les signataires et leurs entourages respectifs eurent droit à une petite réception impromptue. Vers minuit, des samovars de thé noir firent leur apparition, suivis de caviar, de canapés, de vodka et, pour finir, de champagne de Crimée : « c'est nous qui régaliions », devait rapporter plus tard Molotov⁸⁸. Une fois les verres remplis et les cigarettes allumées, l'atmosphère devint « très chaleureuse », rapporta une des personnes présentes⁸⁹. Selon l'usage russe, suivit une interminable série de toasts. C'est Staline qui commença, s'exclamant dans une salle silencieuse : « Je sais combien la nation allemande aime son Führer. Je voudrais donc boire à sa santé⁹⁰. » Les verres de nouveau remplis, Molotov porta un toast à Ribbentrop, puis ce dernier un toast au gouvernement soviétique. Tous burent au pacte de non-agression, symbole d'une ère nouvelle dans les relations germano-russes.

Au petit matin, le projet de traité ayant été retapé à la machine, les photographes furent invités à assister à la cérémonie de signature. Pénétrant dans la « salle enfumée », le photographe de Hitler, Heinrich Hoffmann, se présenta à Molotov et reçut de Staline une « franche poignée de main ». Puis il se mit au travail. Flanqué d'un photographe soviétique muni d'un « appareil préhistorique et d'un trépied antédiluvien » mais aussi de son collègue Helmut Laux, il commença à enregistrer la scène pour la postérité⁹¹. Staline y mit une seule condition : que l'on retire les verres vides avant que les photographes ne se mettent au travail ; visiblement, il ne voulait pas que l'on puisse imaginer qu'il avait signé le pacte en état d'ivresse⁹². Peu après, Laux le prit en photo avec Ribbentrop, tous deux levant leur verre de champagne pour porter un toast. Le repérant, Staline observa que ce ne serait probablement pas une bonne idée de publier cette photo, laquelle pourrait donner une

impression trompeuse aux peuples allemand et soviétique. Sur ce, Laux commença aussitôt à retirer la pellicule, prêt à la remettre à Staline, mais ce dernier l'arrêta d'un geste de la main, assurant qu'il « se fiait à la parole d'un Allemand⁹³ ».

Après cette brève interruption, Hoffmann et Laux reprirent le travail. À eux deux, ils devaient produire les images iconiques de la signature du pacte : Molotov et Ribbentrop, assis au bureau, plume à la main ; derrière eux, le chef d'état-major Boris Chapochnikov, avec ses airs de star du cinéma muet, les cheveux en partie rejetés en arrière ; les interprètes Hilger et Pavlov visiblement éberlués de partager la vedette, et pour finir Staline, rayonnant dans son élégante tunique de couleur claire. Et tout au fond, les fixant depuis une grande photo encadrée, Lénine.

À tour de rôle, Molotov et Ribbentrop apposèrent leur signature au bas du traité et sourirent devant l'objectif d'Hoffmann. La vie de millions d'Européens devait en être à jamais changée.

CHAPITRE 2

LIÉS PAR LE SANG

Huit jours, presque heure pour heure, après la cérémonie de signature du pacte au Kremlin, la guerre reprit en Europe. Le 1^{er} septembre 1939, avant le lever du soleil, le vieux croiseur allemand *Schleswig-Holstein* – vétéran de la bataille du Jutland en « visite d’amitié » dans la ville libre de Dantzig – largua les amarres et ouvrit le feu de près sur la garnison polonaise de la presqu’île voisine de Westerplatte. Ainsi fut donné le signal, brutal et dramatique, de l’invasion allemande de la Pologne.

Dans la semaine précédant ces salves d’ouverture, l’atmosphère avait été lourde et oppressante. Si les détails précis du pacte demeuraient opaques, la plupart des observateurs contemporains convenaient qu’il marquait un changement sans précédent. « Le coup est ahurissant », écrivit le diariste roumain Mihail Sebastian. « Tout le cours de la politique mondiale change brutalement¹. » De surcroît, il régnait un consensus lugubre : plus qu’un nouveau chapitre de la crise actuelle de l’Europe, le pacte annonçait très probablement la guerre. Les hommes d’État, à travers le monde, prônaient donc la circonspection. Le président américain Franklin D. Roosevelt adressa un appel personnel à Hitler, suggérant d’« autres méthodes » pour résoudre la crise ; le président du Conseil Édouard

Daladier lui emboîta le pas, pressant le dictateur allemand de s'éloigner du bord du gouffre, sans quoi « la victoire la plus certaine sera celle de la destruction et de la barbarie² ». De son côté, le Premier ministre britannique Neville Chamberlain était abattu, confiant à l'ambassadeur américain : « Ce qui est effroyable, c'est la vanité de tout cela³. » La Grande-Bretagne commença à se préparer au pire. Les musées de Londres décidèrent d'évacuer leurs trésors vers la campagne, les hôpitaux se débarrassèrent des cas les moins urgents, les gares s'équipèrent de lumières bleues pour respecter le couvre-feu. Partout, on entassa des sacs de sable et on calfeutra les fenêtres. Tandis que Chamberlain se préparait à entrer dans la Central War Room, tout juste achevée sous Whitehall, les autorités préparaient l'ordre d'évacuer les enfants des villes à compter du 1^{er} septembre au matin. Le climat était morose. « Pauvre monde usé, nota une diariste. Quel gâchis avons-nous fait⁴. »

Tandis que le reste du monde digérait la nouvelle du pacte germano-soviétique et considérait les perspectives de guerre, Ribbentrop et son entourage avaient regagné l'Allemagne. Hitler lui réserva un accueil euphorique, saluant dans son ministre des Affaires étrangères un « second Bismarck⁵ ». Pendant que Ribbentrop était fêté, Hoffmann s'employait à développer les photos de la cérémonie de Moscou. Quand il retrouva Hitler, il fut consterné de découvrir que le Führer s'intéressait plus à son opinion sur Staline qu'à ses photos. « Donne-t-il réellement des ordres, demanda un Hitler impatient, ou les enrobe-t-il sous forme de souhaits ? » « Qu'en est-il de sa santé ? » demanda-t-il ; « Fume-t-il vraiment tant que ça ? » « Et comment vous a-t-il serré la main ? » Bizarrement, il l'interrogea aussi sur les lobes d'oreille de Staline, voulant savoir s'ils étaient « peu distincts du reste de l'oreille, et donc juifs, ou bien dessinés, et donc

aryens ». Hoffmann répondit qu'ils étaient séparés – ce qui eut l'heur de plaire à Hitler. Visiblement, le Führer avait hâte d'en savoir le plus possible sur son nouvel allié⁶.

Lorsqu'ils finirent par regarder les photos d'Hoffmann, Hitler fut déçu. « Quel dommage, dit-il. Pas une seule qu'on puisse utiliser. » Hoffmann se récriant, il répliqua que sur tous les clichés Staline fumait : c'était « hors de question », trancha-t-il. « Le peuple allemand s'en offusquerait. » Et d'expliquer : « La signature d'un pacte est un acte solennel, qu'on n'aborde pas avec une cigarette qui pendouille à ses lèvres. Cette photo sent la désinvolture ! Voyez si vous pouvez effacer les cigarettes. » Ainsi, les photos diffusées dans la presse allemande furent-elles toutes retouchées par Hoffmann pour en retirer les cigarettes⁷.

Il devait y avoir d'autres frustrations. Hitler avait initialement prévu une campagne-éclair contre la Pologne : après avoir ordonné une attaque le 26 août, il avait été contraint de la différer en raison de manœuvres diplomatiques de dernière minute et de négociations infructueuses avec les Britanniques. Il dut aussi annuler le fameux rassemblement annuel de Nuremberg, qui devait commencer le 2 septembre. Ironie de l'histoire, le thème choisi cette année-là était la « Paix ». Puis, le 31 août, Hitler donna sa première « directive de guerre », ordonnant de lancer l'attaque le lendemain matin et stipulant que si « une solution par la force » avait été décidée, il était vital que la « responsabilité de l'ouverture des hostilités » retombe « incontestablement sur l'Angleterre et la France⁸ ».

Pendant ce temps, Staline avait eu le loisir de réfléchir aux subtilités de la signature du pacte. Le lendemain, recevant son entourage pour se régaler de canard sauvage, il « paraissait très content de lui⁹ ». Il avait songé aux nouvelles relations avec Hitler : « Tout cela n'est qu'un jeu à qui

mettra l'autre dans sa manche. Je sais ce que Hitler mijote. Il pense qu'il m'a eu mais c'est moi qui l'ai embobiné¹⁰ ! » Quand, le dernier jour du mois d'août, le pacte fut présenté au Soviet suprême, il fut dûment applaudi, Molotov faisant écho aux mots de Hitler critiquant les « classes dirigeantes de la Grande-Bretagne et de la France » qui, à l'en croire, avaient été tellement impatientes d'entraîner l'Allemagne nazie et l'URSS dans un conflit. Dans l'année qui vient, déclara-t-il, l'Union soviétique allait s'en tenir à une « neutralité absolue¹¹ ».

Le lendemain matin, 1^{er} septembre, le conflit faisait rage. Dans la lumière grise d'une aube d'été finissant, les troupes allemandes quittèrent leurs positions avancées pour traverser les 2 000 km de frontière germano-polonaise. Soixante divisions – plus de deux mille cinq cents chars et plus d'un million d'hommes – pénétrèrent en territoire polonais depuis la Silésie dans le sud-ouest, la Poméranie dans le nord-ouest et la Prusse-Orientale au nord. Les blindés et les armes de l'Allemagne étaient bien supérieurs à l'arsenal polonais. Sur tous les fronts, le Reich enregistra des gains rapides. Dans le ciel, malgré la vaillance de leurs pilotes, les avions de chasse obsolètes des forces aériennes polonaises ne pouvaient guère menacer les Messerschmitt élégants et les stukas hurlants de la Luftwaffe.

Inférieure en nombre et moins bien armée, l'armée polonaise n'en opposa pas moins une résistance farouche. Le premier jour, par exemple, à la bataille de Mokra en Pologne méridionale, la progression allemande se trouva temporairement interrompue avec de lourdes pertes pour la 4^e division de panzers ; dans le nord, à Krojanty, le bref engagement entre la cavalerie polonaise et les chars allemands allait donner naissance à un mythe vivace sur la futilité romantique de la défense de la Pologne. Malgré ces actions, les forces

polonaises furent inexorablement refoulées par la progression allemande ; au moment de la plus grande bataille de la campagne – sur la Bzura, dix jours plus tard –, Varsovie elle-même était déjà menacée. Quand les vieux forts tsaristes défendant la capitale finirent par tomber dans le courant du mois, les jours de la ville étaient comptés.

Bien avant l'issue de la campagne, cependant, la conduite de la Wehrmacht démontra aux yeux du monde que la guerre était entrée dans une ère nouvelle. Dès avant l'invasion, Hitler avait déclaré à ses chefs militaires : « Fermez vos cœurs à la pitié. Agissez brutalement¹². » Ils s'exécutèrent. Dès le début, les forces nazies se montrèrent impitoyables avec les populations polonaises assujetties. Des unités de forces spéciales – *Einsatzgruppen* – reçurent pour consigne de suivre les troupes du front pour réprimer implacablement toute résistance à l'arrière. Et, comme les Polonais ne tardèrent pas à s'en apercevoir, la « résistance » pouvait avoir une définition très large et était invariablement châtiée d'une exécution sommaire. Au cours des cinq premières semaines d'action, les forces allemandes devaient incendier cinq cent trente et une villes et villages et procéder à plus de sept cents exécutions massives¹³, les pires exemples étant les massacres de deux cent vingt-sept civils à Czesłochowa, et de quatre cents personnes à Bydgoszcz pour venger la mort d'Allemands de souche attribuée à des Polonais¹⁴. La brutalité pouvait être sidérante, rapporta un témoin :

Les premières victimes de la campagne furent un contingent de boy-scouts, âgés de douze à seize ans, qui furent abattus, dos au mur, sur la place du marché. Sans qu'aucune raison soit donnée. Un prêtre dévoué qui se précipitait pour leur administrer le dernier sacrement fut abattu lui aussi [...]. Parmi les

[autres] victimes, se trouvait un homme que je savais trop malade pour jouer le moindre rôle dans la vie politique ou les affaires publiques. Au moment de l'exécution, il était trop faible pour tenir debout et s'effondra ; ils le frappèrent et le relevèrent de force. Une autre des victimes était un garçon de dix-sept ans, fils unique d'un chirurgien mort l'année précédente. [...] Nous n'avons jamais su de quoi ce pauvre gosse était accusé¹⁵.

En vérité, il n'y avait souvent guère de logique dans ces tueries, et d'infimes prétextes suffirent parfois à déclencher des atrocités. À Kajetanowice, par exemple, soixante-douze Polonais furent massacrés après la mort de deux chevaux allemands tombés sous les tirs de leur camp¹⁶. D'après l'étude la plus complète, l'armée allemande exécuta plus de douze mille Polonais au cours du seul mois de septembre 1939¹⁷.

La rapidité et la férocité de l'avancée allemande ne surprirent pas uniquement les Polonais. La progression foudroyante de la Wehrmacht prit également Staline au dépourvu. Ayant imaginé une intervention anglo-française active ainsi qu'une campagne prolongée en Pologne – du même genre que la guerre d'usure connue au cours de la Première Guerre mondiale –, il lui fallut sans délai revoir ses plans. Jusque-là, sa main avait été retenue par peur de la réaction occidentale à une participation des Soviétiques à l'attaque et par les opérations en cours contre les Japonais sur la frontière de Mongolie. Cependant, quand les troupes allemandes arrivèrent le 12 septembre sur le territoire destiné à l'Union soviétique, et alors que Ribbentrop pressait les Soviétiques de s'engager, il fut obligé d'intervenir pour prendre le contrôle des zones que lui promettait le pacte¹⁸. Mobilisée

le 11, l'Armée rouge se rassembla derrière la frontière polonaise en deux « fronts » – biélorusse et ukrainien – au nord et au sud de la Pripiat. Ces deux groupes d'armées comprenaient vingt-cinq divisions d'infanterie, seize divisions de cavalerie et douze brigades de chars avec un total de près de cinq cent mille hommes¹⁹. Molotov demanda alors à Berlin de lui faire savoir quand Varsovie devait tomber, afin que les Soviétiques puissent programmer leur intervention en conséquence²⁰.

Le 17 septembre, la situation sur la frontière mongolienne se trouvant stabilisée par la signature d'un traité de paix avec les Japonais, et en l'absence d'une offensive anglo-française contre l'Allemagne à l'ouest, Staline décida d'agir. À 3 heures du matin, Waclaw Grzybowski, l'ambassadeur de Pologne à Moscou, fut convoqué au Kremlin, où on lui remit une note du gouvernement soviétique esquissant les raisons de son intervention. Comme pour souligner le piège dans lequel se trouvait la Pologne, la note avait été conjointement rédigée par l'ambassadeur d'Allemagne à Moscou, Friedrich-Werner von der Schulenburg²¹. « Le gouvernement polonais s'est désintégré », assurait-elle, et « l'État polonais n'existe plus ». Compte tenu de cet effondrement manifeste, « le gouvernement soviétique ne saurait rester indifférent alors que des frères de sang, Ukrainiens et Biélorusses, ont été abandonnés à leur sort ». Aussi l'Armée rouge avait-elle reçu l'ordre de « franchir la frontière et de prendre sous sa protection la vie et les biens des habitants d'Ukraine et de Biélorussie occidentales²² » – autrement dit, la Pologne orientale.

Mis devant le fait accompli, Grzybowski refusa courageusement d'accepter la note, protestant contre la malhonnêteté soviétique et la violation flagrante du droit international²³. Il plaida aussi à juste titre que la situation

désastreuse de la Pologne n'avait aucune incidence sur sa souveraineté : avait-on vu quiconque contester l'existence de la Russie, demanda-t-il, quand Napoléon occupa Moscou²⁴ ? Ses efforts restèrent vains. Moins d'une heure après, l'Armée rouge entra sur le territoire polonais : la note allait être simplement remise à son bureau avec le courrier du matin. Devenu inutile dans une capitale hostile, dépouillé de l'habituelle immunité diplomatique, Grzybowski fut arrêté par le NKVD. Par un caprice du destin, il fut sauvé par Schulenburg qui, en odeur de sainteté auprès des Soviétiques, obtint sa libération puis l'aida à fuir l'URSS. Le consul polonais de Kiev, Janusz Matuszyński, eut moins de chance : arrêté par le NKVD, on ne devait plus jamais le revoir²⁵.

La progression soviétique fut assez chaotique. Éviscérée par les purges, l'Armée rouge n'avait eu que quelques jours, non pas des semaines, pour mobiliser ; manquant de véhicules, de pièces détachées et de dirigeants efficaces, elle n'était pas en état de s'engager dans des opérations offensives sérieuses. Par chance pour Moscou, cependant, la défense de la Pologne était alors tout aussi désorganisée – les rares unités stationnées à l'est ne possédant pas d'armes lourdes, ne sachant trop comment réagir à la progression soviétique et manquant d'instructions claires de la part d'un haut commandement aux abois. L'indécision polonaise pâtit aussi des tromperies délibérées des Soviétiques et de la rumeur suivant laquelle l'Armée rouge venait aider la Pologne à contrer l'invasion allemande²⁶.

Pour les civils pris dans l'avancée des Soviétiques, ce fut une période profondément déroutante, seul l'espoir que l'Armée rouge venait à leur aide pouvant tempérer la peur de l'inconnu. N'ayant qu'une vague conscience de la constellation politique élargie, la plupart ne savaient

trop comment réagir. Fuyant les nazis, Janusz Bardach se dirigeait à l'est vers Równo, quand une patrouille de nuit l'intercepta : « Deux hommes braquèrent leurs torches sur nos yeux, tandis que d'autres nous encerclaient [...]. Je fus surpris de voir des uniformes militaires soviétiques et d'entendre parler russe : nous étions encore loin de la frontière. Je n'arrivais pas à imaginer ce que faisaient les soldats soviétiques sur le territoire polonais et pouvais seulement espérer que la puissante Armée rouge était venue combattre les nazis et les chasser de Pologne. Je voulus exprimer ma joie de les voir, mais quelqu'un nous ordonna de lever les mains²⁷. » Les mois et les années suivantes devaient avoir raison de son enthousiasme de jeunesse pour l'Union soviétique et le communisme.

Une minorité – des communistes mais aussi quelques Juifs, Ukrainiens et Biélorusses – avait toutefois peu de doutes et se précipita pour accueillir les soldats de l'Armée rouge en libérateurs. Une scène de ce genre est attestée au nord-est, à Jedwabne, où quelques habitants accueillirent les soldats soviétiques par les offrandes slaves traditionnelles et une grande banderole où l'on pouvait lire « Bienvenue à vous²⁸ ». Quoique relativement rares, ces épisodes eurent pour effet de confirmer dans l'opinion la vieille association entre la judéité et le communisme. Au début du xx^e siècle, en partie du fait de leur rejet par les nationalistes, les intellectuels juifs avaient souvent gravité vers la gauche. Dans l'entre-deux-guerres, les partis communistes comptaient donc de nombreux Juifs dans leurs rangs et parmi leurs dirigeants avec notamment Rosa Luxemburg en Allemagne, Béla Kun en Hongrie, et Léon Trotski en URSS. Les partis de droite se saisirent de ce lien pour salir leurs ennemis, prétendant faussement que puisque beaucoup de communistes étaient juifs, beaucoup de Juifs devaient être communistes.

L'idée du « judéo-bolchevisme » – que le communisme était à peine plus qu'un complot juif pour dominer le monde – ne tarda pas à gagner du terrain dans les rangs de l'extrême droite, à commencer par le Parti nazi, qui fut le propagateur le plus efficace et déterminé de cette fiction. *Mein Kampf* fait explicitement le lien : « Nous devons voir dans le bolchevisme russe la tentative des Juifs [...] pour conquérir la domination mondiale²⁹. »

Les Juifs et autres qui accueillirent l'Armée rouge en 1939 n'étaient certainement pas les agents d'un grand complot. Leurs mobiles étaient très divers ; d'aucuns exprimaient une conviction profonde ; d'autres se rebellaient contre les iniquités de l'État polonais ; d'autres encore, peut-être, suivaient le sens du vent. Mais c'était un acte que leurs voisins auraient du mal à oublier. Leur ralliement au nouvel oppresseur, confirmant la grotesque caricature nazie du « judéo-bolchevisme », devait avoir des conséquences profondes et sanglantes.

À l'invasion soviétique, les Polonais opposèrent largement une défense *ad hoc*, la plupart des garde-frontières légèrement armés préférant déposer les armes ou simplement échapper aux Soviétiques et aux Allemands en se dirigeant vers la frontière roumaine, au sud-ouest. Au total, il y aurait eu une quarantaine d'accrochages entre les Polonais et les Soviétiques³⁰. Ainsi, le 28 septembre, de la bataille de Szack, que les forces polonaises arrachèrent aux Soviétiques en mettant en déroute une division d'infanterie de l'Armée rouge³¹. À Grodno, également, la défense brillamment improvisée par le général Józef Olszyna-Wilczyński retarda deux jours durant la progression des Soviétiques en infligeant de lourdes pertes aux envahisseurs. Le général et son bras droit comptèrent parmi les trois cents défenseurs de la ville qui allaient payer de leur vie cette témérité : l'Armée

rouge les exécuta sitôt capturés³². Malheureusement, ce ne furent pas des actions uniques. La haine instinctive de l'Armée rouge pour la classe des officiers polonais – catholiques et aristocrates – allait conduire à d'autres atrocités, et l'exécution des officiers capturés devint rapidement la norme. À Pińsk, par exemple, trente officiers de la flottille fluviale furent séparés des autres grades après leur reddition et aussitôt exécutés³³.

Quelques chefs polonais eurent l'honneur douteux d'affronter les deux envahisseurs cet automne-là. Le meilleur exemple est peut-être celui du général Franciszek Kleeberg, dont le groupe opérationnel indépendant de Polésie affronta d'abord les forces de Guderian près de Brest, dans la première phase de la guerre, avant de se diriger vers l'ouest, au moment de l'invasion soviétique du 17 septembre, pour voler au secours de Varsovie assiégée. Dépassée par les événements, cependant, la force de Kleeberg fut attaquée par des unités de l'Armée rouge à Milanów, à la fin de septembre, avant de combattre une fois de plus les Allemands, au début d'octobre, à la bataille de Kock, dernier engagement de la campagne polonaise. À court de munitions, le groupe opérationnel indépendant de Polésie se rendit aux Allemands le 6 octobre au matin après quatre jours de combats. Kleeberg fut le dernier à quitter son poste ; il ne devait pas survivre à sa captivité entre les mains des Allemands³⁴.

Dans la plupart des cas, les forces allemandes et soviétiques restèrent à distance, s'en tenant aux lignes de démarcation et évitant le contact. De fait, elles étaient censées rester à 25 km les unes des autres³⁵. Malgré tout, il y eut des exemples de coopération et d'action concertée. Dès le début, par exemple, les autorités soviétiques acceptèrent de diffuser des signaux depuis Minsk pour aider la Luftwaffe³⁶. En outre, les deux forces partagèrent des renseignements

sur la taille et la disposition des unités polonaises au sol et collaborèrent à leur neutralisation³⁷. Un bon exemple est celui de la bataille de Lwów, la capitale régionale du sud-est, qui était déjà assiégée par les Allemands quand la 6^e armée soviétique arriva à sa périphérie le 19 septembre. Alors même qu'elles avaient subi de lourdes pertes, ordre fut donné aux forces allemandes de se retirer, laissant le commandant polonais de la ville, le général Władysław Langner, se rendre aux Soviétiques moyennant l'assurance que ses hommes seraient correctement traités. Langner n'en fut pas moins abusé. « À peine avait-il posé les armes, raconta un témoin, que les troupes russes les encerclèrent et les emmenèrent³⁸. » Les Soviétiques étaient tout sourire envers leurs nouveaux alliés allemands. Un lieutenant de l'Armée rouge accueillit son homologue avec enthousiasme, lui offrant des cigarettes en débitant le slogan appris à la hâte : *Germanski und Bolsheviki zusammen stark*, « Ensemble, Allemands et Bolcheviks sont forts³⁹ ».

Il y eut aussi une large coopération dans le domaine des relations publiques, les deux parties se signalant leurs succès et publiant des communiqués communs. Le 20 septembre, par exemple, les *Izvestia* (organe du Parti communiste soviétique) imprimèrent en première page une directive – manifestement passée par Berlin et Moscou – donnant une explication cynique et hypocrite des actions des troupes allemandes et soviétiques en Pologne : « Afin d'empêcher la circulation de toutes sortes de rumeurs infondées sur la tâche des troupes soviétiques et allemandes actuellement sur le terrain en Pologne, les gouvernements de l'Union soviétique et de l'Allemagne annoncent que la fonction de ces troupes n'est pas de viser des objectifs particuliers [...] en contradiction avec l'esprit du pacte de non-agression convenu entre les deux pays. Leur tâche est au contraire

de maintenir en Pologne la paix et l'ordre compromis par l'effondrement de l'État polonais et d'aider la population à rétablir les conditions nécessaires à l'existence de l'État⁴⁰. »

La réunion à Varsovie, à la fin d'octobre 1939, de la Commission frontalière germano-soviétique est sans doute la meilleure illustration diabolique de cette collaboration. Après un déjeuner de fête offert par le représentant de Hitler en Pologne, Hans Frank, ce dernier fuma avec Alexandre Alexandrov, le délégué soviétique. Frank observa : « Vous et moi fumons des cigarettes polonaises pour symboliser le fait que nous avons jeté au vent la Pologne⁴¹. »

Sitôt installés sur le territoire polonais, les deux régimes ne perdirent pas de temps pour formaliser les arrangements entre eux. Le 27 septembre, Ribbentrop regagna Moscou pour signer un accord complémentaire, le « traité de délimitation et d'amitié », qui comblait certaines lacunes laissées par la signature du pacte un mois plus tôt. Au cours de ces discussions s'exprima pleinement la nouvelle amitié entre les nazis et les Soviétiques. On se serait cru en « compagnie de vieux camarades », rapporta Ribbentrop⁴². Staline déclara qu'à elles deux l'Allemagne nazie et l'Union soviétique représentaient une force à laquelle aucune combinaison de puissances ne saurait résister. De surcroît, il promit que « si l'Allemagne rencontrait des difficultés inattendues, elle pouvait être certaine que le peuple soviétique viendrait à son aide et ne la laisserait pas se faire étrangler⁴³ ».

L'objet concret de la réunion était de régler les relations germano-soviétiques après la défaite imminente de la Pologne. À cette fin, les deux parties s'accordèrent pour ne pas ressusciter un quelconque État polonais et pour collaborer afin de combattre toute agitation. Elles convinrent aussi d'un cadre dans lequel pourraient se faire les échanges de

population, permettant aux Allemands de souche de passer à l'ouest, et aux Biélorusses ou Ukrainiens des territoires sous occupation allemande de passer à l'est. Qui plus est, peut-être, la ligne de démarcation précédemment convenue entre les deux régimes en Europe orientale devait être révisée, la frontière soviétique en Pologne occupée étant déplacée à l'est jusqu'à la ligne du Boug, la Lituanie étant abandonnée à Moscou à titre de compensation. Ainsi la Pologne fut-elle clairement divisée en presque deux moitiés, l'Allemagne s'emparant de 188 551 km² et de 20 millions d'habitants, et l'URSS de 201 294 km² et de 12 millions d'habitants⁴⁴. Si Staline déclara publiquement qu'il s'agissait d'écarter une source de friction potentielle avec son nouvel allié, il avait manifestement un œil sur Londres et sur Paris, car la frontière révisée était bien plus facile à défendre auprès de l'opinion occidentale puisqu'elle coïncidait *grosso modo* avec la limite ethnographique de l'implantation polonaise. Dans un souci de clarté, l'ambassade allemande produisit une nouvelle carte, avec une ligne noire indiquant la nouvelle frontière germano-soviétique. Juste à côté furent apposées les signatures de Ribbentrop et – au crayon bleu épais – de Staline. « Ma signature est-elle assez claire pour vous ? » lança malicieusement le dirigeant soviétique à son hôte allemand⁴⁵.

Les formalités accomplies, les deux régimes entreprirent de remanier à leur image leurs parties respectives du territoire conquis. Côté allemand, les anciennes terres polonaises furent divisées en deux : les districts nord et ouest furent annexés directement au Reich – et pour l'essentiel rebaptisés Warthegau – tandis que les zones méridionales et centrales devenaient une entité séparée – le *Generalgouvernement* – avec Varsovie et Cracovie : bien que théoriquement autonome, elle n'en était pas moins totalement tributaire des

caprices de Berlin. Dans les deux régions, la population polonaise perdit presque tous ses droits civils et fut délibérément réduite au statut de sous-classe dont l'unique fin était de servir docilement les nouveaux seigneurs allemands.

La priorité numéro un des autorités allemandes en Pologne était de neutraliser efficacement l'élite polonaise : chefs religieux, enseignants, officiers, intellectuels et même boy-scouts. À cette fin, les tueries plus ou moins aveugles de la première phase de l'occupation prirent un tour plus ciblé et plus ouvertement politique. En octobre 1939, par exemple, dans la « Vallée de la mort » près de Bydgoszcz, des pelotons d'exécution des *Einsatzgruppen* et des milices allemandes locales exécutèrent plus de mille deux cents prêtres⁴⁶. Au total, ces actions dites de « pacification », dans le jargon nazi, coûtèrent la vie à cinquante mille Polonais en ces premiers automne et hiver de l'occupation allemande⁴⁷.

En novembre 1939, quand fut engagée la *Sonderaktion Krakau* (Action spéciale Cracovie), le cynisme des nazis se hissa à la hauteur de leur barbarie. Le 6, à midi, tout le personnel de la prestigieuse université Jagellon – l'une des plus anciennes au monde – fut convoqué à une réunion avec le nouveau chef de la Gestapo de la ville, Bruno Müller, qui devait lui faire part des projets nazis en matière d'éducation. Au lieu d'entendre une conférence, les cent quatre-vingt-quatre professeurs furent arrêtés puis interrogés avant d'être massivement expédiés au camp de concentration de Sachsenhausen, à la périphérie de Berlin. Même s'ils devaient être libérés au printemps suivant après des protestations internationales – notamment de Benito Mussolini et du Vatican – seize d'entre eux ne devaient pas survivre à l'épreuve. L'université elle-même fut fermée, comme la totalité des établissements d'enseignement secondaire et supérieur du pays pour la durée de l'occupation. Les

Polonais n'avaient plus droit qu'à l'enseignement le plus rudimentaire.

Au printemps et à l'été 1940, les Allemands lancèrent une autre vague de répression dans leur zone de la Pologne occupée afin d'éliminer de la société polonaise les derniers « éléments de leadership ». L'*AB Aktion*, ou « Action de pacification extraordinaire », suivit ce qui allait devenir un modèle familial : extraction des détenus de leurs cellules dans les prisons locales ; lecture de l'accusation et du verdict ; puis acheminement en camion dans les bois voisins où ils étaient exécutés d'une balle dans la tête ou fauchés à la mitrailleuse au bord d'une fosse. Ainsi, trois cent cinquante-huit prisonniers de la prison de Pawiak à Varsovie furent abattus dans la forêt de Palmiry en juin 1940 ; quatre cents furent tués près de Czestochowa en juillet ; et quatre cent cinquante massacrés près de Lublin la nuit du 15 août 1940. Au total, l'*AB Aktion* fit autour de six mille victimes⁴⁸.

En termes administratifs, les nazis et les Soviétiques réaménagèrent leurs zones d'occupation respectives suivant leurs normes. Tandis que les Allemands employèrent la force brute et la hiérarchie dictatoriale prescrite par le *Führerprinzip*, ou « principe du chef », la nouvelle administration de la zone soviétique se para d'un semblant de légitimité démocratique. Un mois après l'arrivée de l'Armée rouge, les Soviétiques organisèrent des élections truquées (avec une liste restreinte de candidats) pour de nouvelles assemblées dans les deux territoires annexés de « Biélorussie occidentale » et d'« Ukraine occidentale ». Environ une semaine plus tard, ces nouvelles assemblées sollicitèrent du Soviet suprême de Moscou le rattachement des territoires à l'Union soviétique : leur demande fut dûment satisfaite à la mi-novembre 1939. L'« Ukraine occidentale » et la « Biélorussie occidentale » furent donc respectivement

annexées aux républiques soviétiques d'Ukraine et de Biélorussie tandis que les « assemblées nationales » nouvellement élues étaient dissoutes. En l'espace de deux mois, les régions frontalières de l'est de la Pologne, ou *Kresy*, avaient été totalement absorbées par l'URSS.

Dorénavant, les normes soviétiques s'appliquèrent systématiquement : abolition de la propriété privée, nationalisation des entreprises et obligation faite à tous les anciens citoyens polonais de se déclarer comme citoyens soviétiques. Le zloty fut retiré de la circulation à la mi-novembre. Aucune conversion n'étant autorisée avec les roubles soviétiques, cette mesure appauvrit du jour au lendemain de nombreux membres de la bourgeoisie et des classes supérieures, privés de leurs biens et de leurs économies, désormais sans valeur. La soviétisation eut naturellement des effets profonds ; au-delà du bouleversement de la vie économique et sociale de la majorité, beaucoup se trouvèrent rétroactivement passibles de poursuites pour activités antisoviétiques parce qu'ils avaient combattu dans la guerre soviéto-polonaise de 1920. Qui appartenait à l'ancienne bourgeoisie ou à l'intelligentsia pouvait voir sa vie soudain menacée.

En vérité, les politiques d'occupation nazies et soviétiques témoignent d'une remarquable symétrie, les deux parties traitant leurs populations conquises par des méthodes très semblables. Alors que les Allemands « décapitaient » effectivement la société polonaise à l'ouest, les Soviétiques faisaient de même dans leur zone d'occupation : les mesures adoptées contre l'ennemi racial dans une moitié de la Pologne étaient quasi impossibles à distinguer des mesures appliquées à l'ennemi de classe dans l'autre. Dans la zone soviétique, de nombreuses personnalités en vue – militaires et politiques – furent arrêtées dans un effort délibéré pour éliminer les leaders d'opinion et les commentateurs

susceptibles de contrarier la transition en douceur vers le régime soviétique. D'autres se retrouvèrent sous les verrous pour avoir été raflés dans la rue ou avoir engagé une conversation trop librement. Une tactique favorite du NKVD consistait à arrêter deux personnes qui parlaient en public puis à les interroger séparément sur l'objet de leur conversation. S'il y avait le moindre décalage entre leurs versions, c'est qu'elles cachaient quelque chose, et l'interrogatoire se poursuivait. La plupart étaient arrêtés pour une transgression mineure – réelle ou imaginaire – interprétable comme un signe d'opposition. Avoir servi le régime polonais avant la guerre, par exemple, suffisait pour se voir accuser d'être un suppôt du « fascisme⁴⁹ ». Naturellement, que Staline lui-même soutint le fascisme à travers son pacte avec Hitler était hors sujet.

Certaines personnes arrêtées avaient bel et bien commis une infraction. Czesław Wojciechowski avait 19 ans quand il fut arrêté pour avoir distribué des tracts antisoviétiques à Augustów, dans le nord du pays. Condamné à huit ans de goulag en Union soviétique, il fut emmené dans les habits qu'il portait au moment de son arrestation et ne devait plus jamais revoir sa famille⁵⁰. Il fit partie des quelque cent mille personnes arrêtées par le NKVD en Pologne occupée pour délits – la moitié étant ensuite envoyée au goulag⁵¹. Ceux qui finissaient dans les geôles locales bénéficiaient de conditions à peine meilleures. Alexandre Wat fut interné dans la prison surpeuplée de Lwów en janvier 1940. Aucun des détenus n'y était incarcéré depuis plus de trois mois, mais les conditions étaient si terribles que tous avaient l'air de vieillards. « Dans les premiers jours de mon séjour je n'arrivais pas bien à distinguer un homme de soixante-dix ans d'un homme de quarante », rapporta Wat⁵². Une blague sinistre ne tarda pas à circuler en Pologne : les initiales

NKVD (ou NKWD en polonais) voulaient dire *Nie wiadomo Kiedy Wróćę do Domu*, « Impossible de dire quand je rentrerai chez moi⁵³ ».

L'exemple le plus sinistre de ce processus de « décapitation » porte le nom de l'un des sites où les malheureux prisonniers furent exécutés : Katyń. Après l'invasion soviétique de la Pologne orientale, le NKVD arrêta autour de quatre cent mille prisonniers de guerre, policiers, gardiens de prison polonais et autres. Interrogatoires et passage au crible politique permirent ensuite de réduire ce nombre : beaucoup d'hommes furent relâchés, d'autres affectés à des bataillons de travail. À la fin de 1939 restaient environ quinze mille hommes – essentiellement des officiers – internés dans des camps de prisonniers soviétiques à Starobielsk, Kozielsk et Ostaszków, où ils furent soumis à de longs interrogatoires nocturnes afin de sonder leur attitude envers l'Union soviétique et le communisme. Les détenus pensaient à un simple contrôle avant leur libération ; en réalité, l'enjeu était autrement plus grave : il y allait de leur vie. En tant que Polonais, officiers, aristocrates et catholiques, la plupart étaient d'avance condamnés aux yeux des Soviétiques ; en conséquence moins de quatre cents furent jugés « utiles » et échappèrent à l'exécution. Parmi eux, Zygmunt Berling, plus tard commandant de la 1^{re} armée polonaise, qui devait combattre aux côtés de l'Armée rouge jusqu'à Berlin. Pour faire bonne mesure, autour de sept mille autres Polonais d'autres camps – prêtres, policiers, propriétaires terriens et intellectuels – furent ajoutés à la liste des exécutions. Puis le 5 mars 1940 – la semaine même où Berlin ordonna l'*AB Aktion* –, Moscou donna pour consigne d'appliquer « le châtement suprême : l'exécution⁵⁴ ».

Le mois suivant, les quinze mille officiers furent extraits de leurs camps par lots de quelques centaines à la fois. Tous

eurent droit à des adieux chaleureux, dans l'idée que l'on allait les libérer, leurs frères d'armes formant parfois une haie d'honneur tandis qu'ils montaient dans les bus qui devaient les emmener. « Ils ne soupçonnaient pas le moins du monde qu'ils se trouvaient dans l'ombre de Dame la Mort », rapporta un témoin⁵⁵. Leur voyage fut cependant relativement court. Ils furent conduits dans les prisons et centres du NKVD, le temps de vérifier une nouvelle fois leur identité. Un diariste, le commandant Adam Solski, tint son journal jusqu'à cet instant : « On nous a conduits quelque part dans une forêt ; ça a l'air d'une station d'été. Ici, fouille personnelle poussée. Roubles, ceinture et canif retirés⁵⁶. » Ce furent ses derniers mots.

Si d'autres méthodes furent apparemment essayées, le NKVD ne tarda pas à mettre au point la technique la plus efficace pour se débarrasser des prisonniers. L'un après l'autre, les bras attachés dans le dos, on les conduisait dans une cave « insonorisée » par des sacs de sable. Avant que le prisonnier ait pu se rendre compte de la nature des lieux, deux hommes du NKVD se saisissaient de lui tandis qu'un troisième lui tirait une balle dans la nuque avec un pistolet de fabrication allemande, le projectile ressortant généralement par le front de la victime. Un bourreau de talent comme Vassili Blokhine, le « favori » de Staline, pouvait en abattre jusqu'à deux cent cinquante en une nuit. Œuvrant dans une geôle du NKVD à Kalinine, ce printemps-là, Blokhine portait un tablier et des gants de cuir pour ne pas être souillé par le sang de ses victimes⁵⁷.

Aussitôt après, les corps étaient chargés sur des camions et transportés dans les forêts voisines pour y être jetés dans des fosses communes pouvant contenir jusqu'à douze couches de cadavres, chaulés afin d'accélérer la décomposition⁵⁸. Les quelque sept mille autres victimes de la liste

furent exécutées dans des prisons du NKVD en Ukraine et en Biélorussie. Au total, au moins vingt et un mille sept cent soixante-huit prisonniers polonais trouvèrent la mort ainsi, dont un prince, un amiral, douze généraux, quatre-vingt-un colonels, cent quatre-vingt-dix-huit lieutenants-colonels, vingt et un professeurs, vingt-deux prêtres, cent quatre-vingt-neuf gardiens de prison, cinq mille neuf cent quarante policiers et une femme, Janina Lewandowska⁵⁹.

Par ces mesures comme par les massacres et exécutions analogues accomplis par les nazis, la classe dirigeante et administrative de la Pologne fut bel et bien détruite. Peut-être n'est-il pas étonnant qu'une poignée de malheureuses familles divisées par la guerre aient vu les leurs connaître un destin identique entre les mains des Soviétiques et des nazis. Ainsi des Wnuk de Varsovie. Jakub Wnuk, officier, avait 35 ans passés quand les Soviétiques le conduisirent au camp de Kozielsk puis à Katyń, où il fut exécuté en avril 1940. Son frère aîné Bolesław – ancien parlementaire polonais – fut arrêté par les Allemands en octobre 1939, avant d'être exécuté près de Lublin le 29 juin. Il laissa un billet d'adieu : « Je meurs pour la patrie, sourire aux lèvres, mais je meurs innocent⁶⁰. »

Les « éléments dirigeants » éliminés, les sources immédiates d'une éventuelle résistance neutralisées, les occupants soviétiques et nazis se lancèrent dans une épuration simultanée de la société polonaise : les uns surtout motivés par des critères politiques de classe, les autres essentiellement par des préoccupations raciales. Les zones de Pologne sous occupation allemande devinrent donc un vaste laboratoire consacré à une terrible expérience de réorganisation raciale. Tous les citoyens étaient tenus de se déclarer auprès des autorités nazies et classés dans une de ces quatre catégories : *Reichsdeutsche* (ressortissants allemands), *Volksdeutsche*

(Allemands de souche), *Nichtdeutsche* (non-Allemands) et *Juden* (Juifs). La catégorie décidait de la ration allouée, mais aussi du lieu de résidence possible. Des populations entières furent passées au crible, triées, expropriées et expulsées. Les Juifs se trouvèrent confinés dans les nouveaux ghettos créés à Varsovie, Łódź et ailleurs, et les Polonais souvent chassés du Warthegau – annexé afin de laisser la place aux Allemands de souche, *Volksdeutsche*, arrivant de l'est – et concentrés dans le Gouvernement général. Au printemps de 1941, autour de quatre cent mille Polonais avaient déjà été déportés⁶¹.

La procédure était la suivante : avec l'aide des *Volksdeutsche* locaux, les autorités nazies dressaient des listes de déportés que des officiers de la SS ou de la Wehrmacht présentaient ensuite aux ménages concernés. Les déportés n'avaient en général qu'une heure pour plier bagage et n'avaient droit qu'à une seule valise chacun avec des vêtements chauds, des papiers d'identité et jusqu'à 200 zlotys en espèces. Ils devaient abandonner tout le reste. Les consignes étaient très particulières, devait se souvenir une des victimes : « Il faut balayer l'appartement, laver les assiettes et les plats et laisser les clés sur les armoires en sorte que les Allemands appelés à habiter chez moi n'aient pas de soucis⁶². » Sitôt les déportés prêts, ils étaient chargés sur des camions et conduits à la gare la plus proche. La suite de la déportation pouvait être brutale, nul ne se souciant que les malheureux disposent des équipements les plus élémentaires une fois arrivés à destination. La première grande déportation, par exemple, eut lieu en décembre 1939, quand quelque quatre-vingt-sept mille Polonais furent évacués en train du Warthegau vers le Gouvernement général voisin. Beaucoup de déportés passant des heures à attendre dans la neige, ou arrivant dans des camps d'internement inachevés, le

nombre de morts devait être important : « Les déportés, et notamment les enfants en bas âge, ne sont pas tous arrivés vivants à destination », observa laconiquement le rapport de l'administration nazie⁶³.

Les Polonais survivants se trouvèrent relégués au statut de citoyens de seconde zone : l'accès aux parcs et aux piscines publics leur était fermé, de même que toute activité culturelle, politique et éducative leur était interdite ; ils devaient aussi s'écarter pour laisser passer un Allemand. La moindre manifestation de contestation – un coup d'œil ou un sourire ironique – pouvait valoir condamnation à mort. Le chef du Gouvernement général, Hans Frank, s'en vanta au début de 1940 auprès d'un journaliste : s'il devait placarder une affiche chaque fois qu'il exécutait sept Polonais, comme cela se faisait dans le protectorat allemand de Bohême, « les forêts de Pologne ne suffiraient pas à produire le papier⁶⁴ ». Dès lors, peut-être n'est-il pas étonnant que les Polonais aient créé la plus grande et la plus efficace organisation clandestine de résistance en Europe.

Paradoxalement, alors même que les Polonais étaient « épurés » du Warthegau, les besoins en main-d'œuvre du front intérieur nazi devaient conduire des milliers de Polonais à l'ouest, au cœur même du Reich. Certains se portèrent volontaires afin d'améliorer leur sort, mais la plupart furent contraints, raflés dans les rues, ou forcés par leurs paroisses. Dans un cas, un village fut sommé de fournir vingt-cinq travailleurs, mais personne ne se porta volontaire ; les gendarmes allemands décidèrent alors d'incendier quelques maisons et empêchèrent les habitants de combattre les flammes avant d'avoir le nombre de « volontaires » requis⁶⁵. Les valides étaient donc tout aussi susceptibles d'être déportés à Berlin qu'à Varsovie ; dès le milieu de l'année 1940, quelque 1,2 million de prisonniers de guerre

et travailleurs polonais travaillaient en Allemagne⁶⁶. Une fois sur place, ils étaient assujettis à de rudes conditions : sous-alimentés, sous-payés et, comme le raconta l'un d'eux, « plus malmenés que des chiens⁶⁷ ».

Les Juifs se trouvaient tout en bas de la hiérarchie raciale des nazis et étaient traités en conséquence. Dans les premiers jours de la campagne polonaise, ils avaient été exposés aux mêmes caprices meurtriers que leurs voisins polonais, beaucoup étant victimes de tueries arbitraires. À Błonie, à l'ouest de Varsovie, par exemple, cinquante Juifs furent abattus le 18 septembre ; quatre jours plus tard, quatre-vingts autres furent massacrés à Pułtusk, au nord de la capitale.

Avec le temps, d'autres mesures furent mises en œuvre, dont l'expédient consistant à pousser simplement les Juifs vers le secteur soviétique, à l'est. Le 11 septembre, par exemple, le bras droit de Himmler, Reinhard Heydrich, ordonnait déjà aux *Einsatzgruppen* de « pousser » les Juifs à fuir à l'est, alors même que la zone soviétique n'avait pas encore été établie⁶⁸. Les forces allemandes s'exécutèrent. Plus tard, ce même mois, plus de trois mille Juifs furent transportés sur le San, en Pologne méridionale (destiné à devenir la ligne de démarcation germano-soviétique), puis invités à « décamper jusqu'en Russie⁶⁹ ». Autre exemple : un transport de un millier de Juifs tchèques fut déchargé près de la nouvelle frontière dans la ville de Nisko, un temps destinée à servir de « réserve » juive. Les plus forts ayant été sélectionnés pour des détachements de travail, les autres reçurent simplement l'ordre de marcher vers l'est et de ne pas revenir⁷⁰. En un seul jour, le 13 novembre 1939, plus de seize mille Juifs furent donc refoulés de l'autre côté de la frontière en plusieurs endroits. Parfois, des soldats

allemands tirèrent sur les groupes de déportés pour les encourager à déguerpir⁷¹.

La plupart n'avaient aucun besoin de ces encouragements. Plusieurs milliers traversèrent volontairement la Pologne occupée, rencontrant peu d'obstacles sur leur chemin. Tout au moins au début, rappela un diariste juif de Varsovie, l'enthousiasme pour l'Union soviétique était très répandu parmi les Juifs : « Des milliers de jeunes gens sont partis à pied vers la Russie bolchevique, ou plutôt vers les régions conquises par les Russes. Ils regardaient les Bolcheviks comme des messies rédempteurs. Même ceux qui étaient riches, et qui allaient devenir pauvres sous le régime bolchevique, préféraient les Russes aux Allemands⁷². » Cependant, cet enthousiasme fut parfois éphémère. Une partie des trois cent mille Juifs ayant fui vers la zone soviétique allaient tenter de revenir après quelques semaines ou quelques mois – soit par nostalgie, soit par dépit devant la misère qu'ils y trouvèrent.

Les Juifs restés dans les régions sous occupation allemande devaient bientôt se trouver confinés dans des ghettos. À Łódź, d'abord, puis à Varsovie, Cracovie et ailleurs, les nazis y virent un moyen utile de concentrer et d'isoler les populations juives, en attendant de trancher leur sort ultime. Dans leur esprit, la « ghettoïsation » avait un attrait supplémentaire : l'insalubrité et la maladie réduiraient la population juive à travers des « départs naturels ». Cet euphémisme allait dissimuler des horreurs sans nombre. Les plus jeunes et les plus âgés furent les premières victimes de la faim généralisée. « Le pain devient un rêve », écrivit un habitant du ghetto, « un repas chaud relève du monde de la chimère⁷³ ». Le typhus ne tarda pas non plus à se propager en raison du manque d'hygiène. Dans le ghetto de Łódź, par exemple – qui comptait cent soixante-trois mille personnes

au printemps 1940 –, seuls deux cent quatre-vingt-quatorze appartements avaient des toilettes, et moins de quatre cents l'eau courante⁷⁴. Ceux qui supportèrent les ghettos ne pouvaient guère imaginer que leur séjour n'était que le prélude à un destin pire encore.

Dans la zone d'occupation soviétique, à la même époque, le NKVD déployait une procédure d'« épuration » propre qui – outre la « décapitation » déjà engagée – cherchait à éliminer de la société polonaise tous ceux qui pouvaient être hostiles au régime soviétique. Là encore, dans son interprétation, c'était une catégorie qui pouvait être extrêmement élastique. Outre les enseignants, les hommes d'affaires et les prêtres, les Soviétiques choisirent d'arrêter beaucoup de gens dont le seul tort était de connaître le monde extérieur, y compris des philatélistes, des receveurs des postes et même des espérantistes⁷⁵. Étaient aussi passibles d'arrestation ceux que les Soviétiques appelaient les *beloroutchki*, littéralement, « ceux qui ont les mains blanches » – autrement dit, ceux qui ne font pas de travaux manuels. Par un tour du destin particulièrement vicieux, les familles des victimes des massacres de Katyń furent à leur tour raflées – le NKVD ayant trouvé leurs noms et leurs adresses en interceptant leur correspondance avec les condamnés⁷⁶.

Le scénario était généralement le même pour toutes les personnes concernées. De très bonne heure, des coups pressants frappés à la porte réveillaient la maisonnée tandis qu'un petit groupe d'hommes – habituellement formé de un ou deux sous-officiers du NKVD, de deux soldats de l'Armée rouge et d'un milicien – braillaient des ordres en russe. Tandis que la maison était fouillée à la recherche de preuves compromettantes, et que la famille était maintenue en respect à la pointe des fusils, l'officier du NKVD lisait un décret indiquant le délit et le châtement : la déportation.

La destination n'était généralement pas précisée ; certains officiers restaient délibérément vagues ou induisaient volontairement en erreur ; d'autres laissaient paraître une lueur de compassion. Un agent du NKVD essaya de calmer une enfant en pleurs en lui tendant une poupée. Comme elle la repoussait, il la donna à sa grande sœur : « Prends-la, il n'y aura pas de poupées comme ça où tu vas⁷⁷. »

Dans la plupart des cas, on donnait ensuite des instructions sur la marche à suivre : le temps accordé pour faire ses bagages ou ce qu'il fallait emporter pour le voyage, même si les hommes du NKVD pensaient davantage à piller et à persécuter leurs victimes. Dans un cas, un groupe de soldats avait déjà investi la chambre quand la famille fut réveillée : « Personne n'osait bouger, car il aurait été abattu sur-le-champ. Ils ont enchaîné papa, et les autres ont cherché des armes tout en piquant tous les objets de valeur. Le milicien le plus âgé crie que dans une demi-heure nous devons être prêts à partir. [...] Ils ont pris maman, l'ont ligotée et balancée sur le traîneau⁷⁸. » Bien souvent, cependant, les instructions se perdaient sous l'effet de la peur et de la panique. Ainsi que le rappela une paysanne : « Il nous dit d'écouter ce qu'il va lire, et il lit son décret : nous avons une demi-heure pour nous préparer, le fourgon va arriver [...]. Aussitôt je suis devenue aveugle et je suis prise d'un fou rire, le gars du NKVD me hurle de m'habiller, je tourne en rond dans la chambre en riant [...]. Mon fils continue d'emballer ce qu'il peut [...]. Les enfants m'implorant de faire ma valise sans quoi il y aura des ennuis, et j'ai perdu la tête⁷⁹. » Une mère fut à ce point traumatisée que son fils, tout jeune, dut faire la valise à sa place. Quand elle arriva dans le Kazakhstan rural, elle s'aperçut qu'il avait pris un dictionnaire français, un livre de recettes et des décorations de Noël⁸⁰.

La pratique soviétique consistait généralement à déporter les ménages ensemble, suivant les noms figurant sur la liste en possession des agents du NKVD. Les membres de la famille élargie non-résidents étaient habituellement autorisés à partir, de même que les invités occasionnels ; en revanche, les membres de la famille absents étaient activement recherchés. Mieczysław Wartalski, adolescent, était sur la liste, et alors même qu'il avait réussi à s'enfuir à l'arrivée du NKVD, il retourna près des siens de peur que sa mère ne flanche sans son aide ; sur le départ, il ne devait pas l'oublier, son père lui demanda de prendre soin de ses frères et sœurs. Tous les cinq devaient être déportés ensemble au Kazakhstan⁸¹.

Le NKVD était méticuleux et faisait peu d'exceptions. Un homme plaida vainement que le fait que son père fût paralysé et son fils en bas âge pourrait leur épargner la déportation : ni l'un ni l'autre ne survécut au voyage⁸². Parfois, cependant, en l'absence des futurs déportés, les officiers du NKVD se rabattaient sur des remplaçants pour atteindre les quotas. Ainsi une jeune femme fut-elle enlevée dans la rue pour « remplacer » une adolescente qui s'était enfuie à l'arrivée du NKVD. Ses hurlements et ses protestations lui valurent cette réponse sinistre : « Moscou va arranger ça⁸³. »

Une fois rassemblés, les déportés étaient conduits à la gare locale et entassés dans des wagons de marchandises. Les conditions étaient épouvantables, car ceux-ci n'étaient guère équipés pour transporter une cargaison humaine : quelques-uns étaient équipés de couchettes de bois et de poêles, mais la plupart étaient vides, avec des barreaux aux fenêtres et aucun sanitaire, si ce n'est un trou dans les planches. À raison d'une soixantaine par voiture, soit deux mille cinq cents par train, les déportés avaient peu de place pour s'asseoir.